la réception de cette dernière par le Secrétaire général. Dans le cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la partie intéressée déclarera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, à quel territoire ou territoires non métropolitains s'applique la présente convention.

Article 45

[Notifications]⁸

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux États signataires et adhérents :

- a) Les déclarations et les notifications faites conformément à l'article 38;
- b) Les ratifications et adhésions déposées conformément aux articles 40 et 41;
- c) Les dates auxquelles la présente convention entrera en vigueur conformément à l'article 42;
- d) Les dénonciations reçues conformément à l'article 43;
- e) Les notifications reçues conformément à l'article 44.

⁸ Inspiré de l'article XV de la Convention de La Haye sur la vente.

Article 46

[Dépôt de l'original]

L'original de la présente convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

FAIT à [lieu], le [date].

ANNEXE II

Liste des participants

[Annexe non reproduite dans le présent volume.]

ANNEXE III

Documentation du Groupe de travail

[Annexe non reproduite dans le présent volume.]

3. Commentaire relatif au projet de convention concernant la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels (A/CN.9/73)*

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
INTRODUCTION : OBJECTIF DE LA CONVENTION	127	III. — Effets de l'accord entre les parties : paragraphe 3	132
TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	128	Article 4. — Exceptions concernant certaines opérations et certains types d'objets mobiliers corporels	132
<i>Domaine d'application</i>		I. — Exception concernant les ventes au consommateur : alinéa <i>a</i>	132
Article premier. — Dispositions préliminaires; définitions	128	II. — Exception concernant les ventes aux enchères : alinéa <i>b</i>	133
I. — Domaine d'application de la Convention : paragraphe 1	129	III. — Exception concernant les ventes sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice : alinéa <i>c</i>	133
a) Les parties	129	IV. — Exception concernant les ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce et de monnaies : alinéa <i>d</i>	133
b) Opérations auxquelles la Convention est applicable; types de droits et d'actions ..	129	V. — Exception concernant les ventes de navires, bateaux et aéronefs, alinéa <i>e</i>	
II. — Exclusion des délais de déchéance du domaine d'application de la Convention : paragraphe 2	129	VI. — Exception concernant les ventes d'électricité : alinéa <i>f</i>	133
III. — Définitions : paragraphe 3	130	Article 5. — Exclusion de certains droits	133
Article 2. — Définition du contrat de vente internationale	130	Article 6. — Contrats mixtes	134
I. — Le critère de base : paragraphe 1	130	I. — Vente d'objets mobiliers corporels et fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services par le vendeur : paragraphe 1	134
II. — Etablissement : paragraphe 2	131	II. — Fourniture par l'acheteur d'éléments nécessaires à la fabrication : paragraphe 2	135
III. — Résidence habituelle : paragraphe 3	131	Article 7. — Interprétation tendant à promouvoir l'uniformité	137
IV. — Caractère civil ou commercial de l'opération : paragraphe 4	131		
Article 3. — Application de la Convention; exclusion des règles du droit international privé	131		
I. — Application de la Convention : paragraphe 1	131		
II. — Exclusion des règles du droit international privé : paragraphe 2	132		

* 6 novembre 1972. Le présent commentaire porte sur les dispositions du projet de convention concernant la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels qui a été approuvé par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international à sa cinquième session. Il remplace le précédent commentaire, qui avait trait au texte du projet de convention tel qu'il avait été recommandé par le Groupe de travail sur les délais et la prescription (A/CN.9/70/Add.1). Le commentaire ci-après a été préparé par le Secrétariat, en consultation avec le Rapporteur de la Commission, conformément à la demande formulée par la Commission dans son rapport sur la cinquième session. *Documents Officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 17 (A/8111), par. 20. Voir plus haut, première partie, II, A.*

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
<i>Durée et point de départ du délai de prescription</i>		<i>Modification du délai de prescription par les parties</i>	
Article 8. — Durée du délai	135	Article 21. — Modification par les parties	146
Article 9. — Règle générale sur le point de départ du délai de prescription	136	I. — Prolongation du délai de prescription	146
I. — Structure de la Convention : règle générale ..	136	II. — Notification à l'autre partie; arbitrage	146
II. — Dol commis lors de la formation du contrat	136	<i>Limitation de la prolongation et de la modification du délai de prescription</i>	
III. — Contravention au contrat	136	Article 22. — Date limite pour l'introduction d'une procédure	147
IV. — Droits autres que ceux qui résultent d'une contravention au contrat	137	<i>Effets de l'expiration du délai de prescription</i>	
Article 10. — Droits fondés sur un défaut de conformité de la chose; garantie expresse	137	Article 23. — Personnes pouvant invoquer la prescription	147
I. — Droits de l'acheteur fondés sur un défaut de conformité de la chose	137	Article 24. — Effet de l'expiration du délai de prescription; compensation	148
II. — Garantie expresse valable pour une certaine période	138	I. — Effet de l'expiration du délai	148
Article 11. — Résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution : contrats prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés ..	138	II. — Créances invoquées comme un moyen de défense ou aux fins de compensation	148
I. — Règle générale : paragraphe 1	138	Article 25. — Restitution des prestations après prescription	149
II. — Contrats prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés : paragraphe 2	139	Article 26. — Intérêts	149
<i>Cessation du cours et prolongation du délai de prescription</i>		<i>Calcul du délai de prescription</i>	
Article 12. — Procédure judiciaire	139	Article 27. — Règle générale	149
Article 13. — Arbitrage	140	Article 28. — Effet des jours fériés	150
Article 14. — Procédures engagées à la suite d'un décès, d'une faillite ou d'autres circonstances analogues ..	141	<i>Effet international</i>	
Article 15. — Procédures n'aboutissant pas à une décision quant au fond	141	Article 29. — Actes et circonstances qui produiront un effet international	150
Article 16. — Procédure engagée dans un Etat différent; prolongation en cas de non-reconnaissance d'un jugement étranger	142	TITRE II : MESURES D'APPLICATION	
I. — Introduction d'une nouvelle procédure dans un autre Etat : paragraphe 1	142	Article 30. — Législation de mise en œuvre	151
II. — Prolongation en cas de non-reconnaissance ou de refus d'exécution d'un jugement étranger : paragraphe 2	143	Article 31. — Processus de mise en œuvre dans un Etat fédéral	151
Article 17. — Débiteurs solidaires : recours	143	Article 32. — Inapplicabilité aux contrats antérieurs	152
I. — Effet de l'introduction d'une procédure contre un débiteur solidaire : paragraphe 1 ..	143	TITRE III : DÉCLARATIONS ET RÉSERVES	
II. — Recours : paragraphe 2	144	Article 33. — Déclarations restreignant le champ d'application de la convention	152
III. — Délai pour l'introduction d'une procédure contre des débiteurs solidaires ou contre le vendeur : paragraphe 3	144	Article 34. — Réserves relatives aux actions en annulation du contrat	153
Article 18. — Ouverture d'un nouveau délai par notification d'un acte	144	Article 35. — Réserves relatives à la personne habilitée à invoquer la prescription	153
Article 19. — Reconnaissance de dette	145	Article 36. — Rapports avec les conventions contenant des dispositions relatives à la prescription en cas de vente internationale d'objets mobiliers corporels ..	153
Article 20. — Prolongation en raison de l'impossibilité d'engager une procédure	145	* * *	
		DISPOSITIONS DE FORME ET DISPOSITIONS FINALES QUE LA COMMISSION N'A PAS EXAMINÉES (Articles 37 à 46)	
			154

Introduction : objectif de la convention

1. La présente convention concerne essentiellement le délai dans lequel les parties à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels peuvent intenter une action en vue de faire valoir leurs droits découlant de ce contrat.

2. La diversité des règles nationales régissant l'extinction des droits et la prescription des actions crée de sérieuses difficultés. La durée des délais de prescription varie considérablement selon les législations. Certains

délais (de six mois ou d'un an, par exemple) sont courts au regard des nécessités pratiques des transactions internationales, si l'on tient compte du temps qui peut être nécessaire pour engager des négociations et intenter une action dans un pays étranger et quelquefois éloigné. D'autres délais (dont la durée atteint parfois 30 ans) sont plus longs qu'il n'est souhaitable pour des transactions portant sur la vente internationale d'objets mobiliers corporels et n'assurent pas véritablement la

protection qui est la raison d'être des règles de prescription¹, notamment la protection contre la disparition des éléments de preuve nécessaires à un règlement équitable et la protection contre l'incertitude et les risques que des litiges non réglés peuvent faire peser sur la solvabilité et la stabilité d'une entreprise.

3. Non seulement les règles nationales diffèrent, mais elles sont souvent difficilement applicables à des opérations de vente internationale². La difficulté provient en partie de ce que certaines législations nationales appliquent la même règle de prescription à toute une diversité de transactions et de relations. De ce fait, les dispositions législatives sont rédigées en des termes généraux et parfois vagues, difficilement applicables aux problèmes particuliers de la vente internationale. En matière de transactions internationales, cette difficulté est encore accrue du fait que les commerçants et les hommes de loi ne sont pas toujours familiarisés avec les concepts généraux auxquels le droit étranger se réfère, ni avec les techniques d'interprétation que ce droit utilise.

4. Sans doute plus grave encore est le fait qu'il est difficile de déterminer avec certitude quel est le droit national applicable à une opération de vente internationale. Aux problèmes du choix de la loi que soulèvent ordinairement les transactions internationales vient s'ajouter, dans le cas de la prescription, une difficulté particulière du fait que les règles relatives à la prescription n'ont pas partout la même qualification juridique : certains systèmes les considèrent comme des règles « de

fond » qui déterminent la loi applicable; d'autres systèmes les considèrent comme des règles « de procédure » qui relèvent de la loi du for; certains autres systèmes ont adopté une combinaison de ces deux qualifications³.

5. Tout cela crée de graves incertitudes dans les relations juridiques internationales. La confusion ne porte pas seulement sur l'optique dans laquelle aborder et décrire une relation juridique. L'application stricte ou le jeu imprévu d'une règle de prescription peut empêcher tout règlement d'une créance juste; une règle trop libérale peut ne pas fournir une protection adéquate contre des réclamations tardives qui pourraient être dénuées de fondement ou abusives. Ces problèmes sont suffisamment graves pour justifier l'établissement de règles uniformes à l'égard des droits et actions découlant de la vente internationale d'objets mobiliers corporels.

6. Etant donné que les législations nationales relatives à l'extinction des droits et à la prescription des actions utilisent des notions et adoptent des perspectives extrêmement diverses, il a été jugé souhaitable de formuler dans une convention des règles aussi concrètes et aussi complètes que possible. Une loi uniforme brève et générale (qui ne déterminerait, par exemple, que la durée du délai de prescription) ne servirait guère, en pratique, la cause de l'unification, puisque l'« interprétation » d'une disposition aussi brève et générale appellerait le recours aux règles divergentes des droits nationaux. Comme la convention se limite à un seul type de transactions — l'achat et la vente d'objets mobiliers corporels — il est possible d'énoncer des règles uniformes portant sur ce type de transactions plus concrètes et plus spécifiques que s'il s'agissait de lois portant sur un grand nombre de transactions et de créances de types différents. Il n'est pas possible d'éliminer complètement le manque d'uniformité qu'entraîne le recours aux règles et aux notions divergentes des droits internes, mais la présente convention vise à restreindre le risque de divergences en envisageant les problèmes propres à ce domaine aussi concrètement qu'il se peut dans le cadre d'une convention de longueur raisonnable. En ce qui concerne les règles d'interprétation et d'application de la présente convention, voir l'article 7.

³ Voir le commentaire relatif à l'article 3, par. 4.

¹ Voir le document : Analyse des réponses au questionnaire et observations formulées par les gouvernements à la quatrième session de la Commission concernant la durée du délai de prescription et les questions connexes : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/70/Add. 2, sect. 14), par. 6 et 16 (voir ci-dessus, deuxième partie, I, B, 1).

² On trouvera des exemples des difficultés évoquées dans R. Kuratowski, *Limitation of Actions Founded on Contract and Prescription of Contractual Obligations in Private International Law, Estratto Paglivatti del Terzo Congresso di Diritto Comparato*, vol. III, Paris (IV^e), p. 447 à 460; E. Harris, *Time Limits for Claims and Actions*, dans *Unification of the Law Governing International Sale of Goods* (J. Honnold, éd., 1966), p. 201 à 223. Voir également H. Trammer, *Time Limits for Claims and Actions in International Trade*, *ibid.*, p. 225 à 233.

Titre I : Dispositions générales

DOMAINE D'APPLICATION

Article premier

[Dispositions préliminaires; définitions*]

1. La présente Convention s'applique à la prescription des actions et à l'extinction des droits qu'ont l'acheteur et le vendeur l'un envers l'autre et qui se rapportent à

un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels.

2. La présente Convention n'affecte pas les dispositions de la loi applicable qui prévoient un délai pendant lequel une partie doit donner notification à l'autre ou accomplir tout acte, autre que l'ouverture d'une procédure, sous peine de ne pouvoir exercer son droit.

* Les sous-titres n'ont pas été rédigés par la Commission pendant sa session. Ils ont été ajoutés pour faciliter les renvois et ne doivent pas être considérés comme faisant partie du texte du projet.

3. Dans la présente Convention :

a) Les termes « acheteur », « vendeur » ou « partie » désignent les personnes qui achètent ou vendent ou qui se sont engagées à acheter ou à vendre des objets mobiliers corporels, et les personnes qui ont assumé, en tant que successeurs ou ayants cause, les droits et les obligations découlant du contrat de vente;

b) Le terme « créancier » désigne toute partie qui fait valoir un droit, que celui-ci ait ou non pour objet le paiement d'une somme d'argent;

c) Le terme « débiteur » désigne toute partie contre laquelle le créancier fait valoir un droit;

d) L'expression « contravention au contrat » s'entend de toute inexécution par une partie de ses obligations ou de toute exécution qui n'est pas conforme au contrat;

e) Le terme « procédure » s'entend de toute procédure judiciaire, administrative ou arbitrale;

f) Le terme « personne » doit s'entendre également de toute société, association et groupement, qu'ils soient privés ou publics;

g) Le terme « écrit » doit s'entendre également des communications adressées par télégramme ou par télex.

COMMENTAIRE

I. - *Domaine d'application de la Convention : paragraphe 1*

1. Aux termes du paragraphe 1 de l'article premier, la Convention s'applique à la fois à la « prescription des actions » et à « l'extinction des droits » des parties. Ces deux formules ont été utilisées parce que les divers systèmes juridiques n'emploient pas la même terminologie pour désigner l'effet du retard apporté à faire valoir en justice un droit ou une créance. De ce fait, il est important de bien préciser que les dispositions de la présente Convention s'appliquent de façon identique quelle que soit la terminologie employée par les droits nationaux. Cela est essentiel, étant donné le caractère international de la Convention et son objectif, qui est de promouvoir l'uniformité d'interprétation et d'application.

2. Les aspects particuliers du domaine d'application de la Convention seront présentés : a) du point de vue des parties auxquelles la Convention s'applique et b) du point de vue des types d'opérations et des droits ou créances auxquels le délai de prescription est applicable.

a) *Les parties*

3. D'après le paragraphe 1 de l'article premier, la présente Convention vise les droits et actions découlant de la relation qui lie l'« acheteur » et le « vendeur ». Ces termes, tels qu'ils sont définis au paragraphe 3, a, de l'article premier, englobent « les personnes qui ont assumé, en tant que successeurs ou ayants cause, les droits et les obligations découlant du contrat de vente ». Le domaine d'application de la Convention s'étendrait donc aux cas de subrogation légale dans les droits et obligations d'une partie à un contrat de vente (comme en cas de décès ou de faillite) et à la cession volontaire par une partie de ses droits et obligations découlant d'un contrat de vente. Un cas important de « subrogation » serait celui de l'assureur qui est subrogé dans les droits découlant d'un contrat de vente. La subrogation pourrait également découler de la fusion de plusieurs sociétés ou de la réorganisation structurelle d'une société.

4. On notera que le paragraphe 3, a, stipule que les termes « acheteur » et « vendeur » désignent les personnes « qui achètent ou vendent ou qui se sont engagées à acheter ou à vendre des objets mobiliers corporels ». Il s'ensuit qu'une personne qui n'a

que le droit (ou l'« option ») de conclure un contrat de vente n'est pas « acheteur » ou « vendeur » tant que le contrat n'a pas été conclu. De ce fait, les droits découlant d'un accord d'option (par opposition au droit découlant d'un contrat né de l'exercice de l'option) ne sont pas régis par la Convention.

b) *Opérations auxquelles la Convention est applicable; types de droits et d'actions*

5. Selon le paragraphe 1 de l'article premier, la présente Convention s'applique « à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels ». Le caractère « international » de la vente est défini par les dispositions de l'article 2. Les articles 4 à 6 énoncent certaines exclusions limitant le champ d'application de la Convention.

6. Le paragraphe 1 de l'article premier stipule que la Convention s'applique aux droits et actions « qui se rapportent à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels ». Il n'est pas prévu que la Convention s'applique aux droits nés indépendamment du contrat, tels que les droits résultant de délits ou quasi-délits (*torts*). Le même paragraphe, en se référant au « contrat » et à la relation « qu'ont l'acheteur et le vendeur l'un envers l'autre », exclut également de ce fait les actions qui pourraient être intentées contre le vendeur par un acheteur qui aurait acquis la chose d'une personne autre que le vendeur. Par exemple, quand un fabricant a vendu un produit à un distributeur qui l'a revendu à un deuxième acheteur, le recours du deuxième acheteur contre le fabricant ne serait pas du domaine d'application de la Convention (voir également plus haut, par. 3). La Convention ne s'applique pas davantage aux droits ou aux actions que l'acheteur ou le vendeur peut exercer contre une personne qui n'a ni la qualité d'« acheteur » ni celle de « vendeur » et qui garantit l'exécution par l'acheteur ou le vendeur d'une obligation résultant du contrat de vente¹.

7. La formule « qui se rapportent à un contrat » utilisée au paragraphe 1 de l'article premier, est assez large pour couvrir à la fois les droits découlant du manquement d'une partie à ses obligations et ceux qui se rapporteraient à la résolution ou à la nullité du contrat². Il se peut par exemple que l'acheteur ait fait un versement anticipé au titre d'un contrat que le vendeur n'est pas en mesure d'exécuter en raison d'une impossibilité, d'une réglementation des pouvoirs publics ou autres faits analogues. La question de savoir si le fait en question excuse le défaut d'exécution de la part du vendeur donne souvent lieu à des différends. Dans ce cas, l'acheteur peut être obligé de poursuivre le vendeur à deux titres différents : pour défaut d'exécution, d'une part, et pour obtenir la restitution de l'avance versée, d'autre part. En raison de l'étroite connexion de ces deux types de droits, la présente Convention régleme l'un et l'autre.

II. - *Exclusion des délais de déchéance du domaine d'application de la Convention : paragraphe 2*

8. Le paragraphe 2 de l'article premier a notamment pour objet de souligner que la Convention n'affecte pas certaines dispositions du droit interne fixant des délais de déchéance; à titre d'exemple, citons les dispositions selon lesquelles une partie a l'obligation d'adresser à l'autre dans un délai donné une notification dénonçant les vices de la chose livrée ou déclarant que la chose ne sera pas acceptée en raison des vices qu'elle présente. Ces notifications obligatoires ont pour but de permettre aux parties d'agir promptement dans le cours de l'exécution de la transaction commerciale

¹ Pour des raisons analogues, les droits fondés sur une lettre de crédit documentaire n'entrent pas dans le champ d'application de la présente Convention. La lettre de crédit documentaire est un engagement souscrit par des banques indépendamment du contrat de vente qui est à l'origine de l'établissement de la lettre et ne constitue pas le lien juridique « qu'ont l'acheteur et le vendeur l'un envers l'autre ».

² L'article 34 prévoit la possibilité de formuler une réserve quant à l'applicabilité de la Convention aux actions en nullité du contrat.

— par exemple, de procéder rapidement à des vérifications de manière à conserver une preuve de l'état des marchandises ou de reprendre et de sauver les marchandises non acceptées.

9. Les délais impartis pour accomplir ces actes sont généralement très brefs, et souvent définis de façon peu précise. Par exemple, l'article 39, paragraphe 1, de la loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI), annexée à la Convention de La Haye de 1964, dispose que l'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne l'a pas dénoncé au vendeur *dans un bref délai* à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater ». D'autres articles de la loi uniforme stipulent qu'une partie peut obtenir la résolution du contrat si, dans diverses circonstances, elle adresse à l'autre partie une déclaration à cet effet « dans un délai raisonnable » [art. 26, 30, 62, par. 1] ou « à bref délai » [art. 32, 43, 62, par. 2, 66, par. 2, 67, 75]. Ces délais brefs, définis de façon peu précise, dans lesquels les parties doivent accomplir certains actes autres que « l'ouverture d'une procédure judiciaire », sont tout autre chose qu'un délai général de prescription. En conséquence, le paragraphe 2 de l'article premier stipule que la présente Convention « n'affecte pas les dispositions de la loi applicable qui prévoient un certain délai pendant lequel une partie doit donner notification à l'autre... sous peine de ne pouvoir exercer son droit »⁸.

10. Le paragraphe 2 de l'article premier indique également que la Convention n'affecte pas les dispositions de la loi applicable qui prévoient « un certain délai » pendant lequel une partie doit « accomplir tout acte autre que l'ouverture d'une procédure judiciaire », sous peine de ne pouvoir exercer son droit. Ainsi, ce paragraphe préserverait diverses catégories de règles nationales qui, quel que soit leur libellé, ne sont pas assimilables au délai général de prescription visé par la Convention.

⁸ En ce qui concerne les effets d'une clause contractuelle fixant un délai, voir art. 21, par. 3, et le commentaire y relatif, par 5; voir également art. 9, par. 3.

III. — Définitions : paragraphe 3

11. Au paragraphe 3, *f*, de l'article premier, il est stipulé que le terme « personne » doit s'entendre également « de toute société, association et groupement, qu'ils soient privés ou publics ». Cette définition indique clairement que la Convention est applicable quelle que soit la personnalité des parties au contrat de vente. Des entités « publiques » exercent souvent des activités commerciales et il importe de préciser que ces activités sont visées par la présente Convention tout comme celles des entités « privées ». La personnalité morale n'est pas un élément indispensable : une « association » comme une société en nom collectif qui, en droit interne, peut actionner ou être actionnée en justice est une « entité » et est une « personne » aux fins de la présente Convention. Il va de soi que les termes employés au paragraphe 3, *f*, de l'article premier ne sont donnés qu'à titre d'exemple et ne sont pas exhaustifs.

12. La plupart des définitions données au paragraphe 3 de l'article premier sont à considérer dans le cadre des dispositions dans lesquelles les termes ainsi définis sont utilisés. Par exemple, la définition du terme « procédure » au paragraphe 3, *e*, doit être considérée à la lumière de l'article 14 et la définition de l'expression « contravention au contrat » au paragraphe 3, *d*, à la lumière des articles 9, paragraphe 3, et 11, paragraphe 2.

13. Certains autres termes utilisés dans la présente Convention (« droits », par exemple) ne sont pas définis, car ils doivent s'entendre compte tenu des objectifs de la Convention et du contexte dans lequel ils sont employés. Il est important de noter que ce serait aller à l'encontre du caractère international de la Convention et de son objectif, qui est de promouvoir l'uniformité dans l'interprétation et l'application de ses dispositions⁴, que d'interpréter ces termes en se référant aux conceptions divergentes des droits nationaux.

⁴ Voir l'article 7 et le commentaire y relatif. Voir également le commentaire relatif à l'article 30, par. 2.

Article 2

[Définition du contrat de vente internationale]

[1. Aux fins de la présente Convention, un contrat de vente d'objets mobiliers corporels est réputé avoir un caractère international si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des États différents.]

2. Si une partie à un contrat de vente a des établissements dans plus d'un État, son établissement, au sens du paragraphe 1 du présent article et de l'article 3, sera son établissement principal, à moins qu'un autre établissement n'ait une relation plus étroite avec le contrat et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles au moment de la conclusion du contrat.

3. Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle sera prise en considération.

4. Ni la nationalité des parties ni le caractère civil ou commercial des parties ou du contrat ne sont pris en considération.

COMMENTAIRE

1. L'article 2 détermine le degré d'internationalité que doit présenter une vente d'objets mobiliers corporels pour être soumise aux règles de prescription de la présente Convention.

I. — Le critère de base : paragraphe 1

2. Le paragraphe 1 énonce le critère de base retenu pour la définition du contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels. Ce paragraphe dispose que pour qu'un contrat de vente soit réputé international, il doit remplir deux conditions : *a*) au moment de la conclusion du contrat, les parties doivent avoir leur *établissement*, et non pas simplement des points qui n'ont qu'une importance de pure forme, tel que le lieu d'immatriculation de la société; *b*) dans *des États différents* (la question de savoir s'il s'agit d'États contractants ou non contractants n'entre pas en ligne de compte). En bref, les parties ne doivent *pas* avoir leur établissement dans le même État.

3. On a envisagé d'assortir la définition d'un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels d'autres conditions supplémentaires : celles ayant trait au transport international de la chose, à l'offre et à l'acceptation, et au lieu de délivrance. Elles ont été toutefois écartées car il est particulièrement difficile, dans la pratique, de cerner ces termes avec précision. La simplicité et la clarté de ce critère de base unique (à savoir que les parties ont leur établissement dans des États différents) permettent de résoudre avec certitude le point de savoir si une vente d'objets mobiliers corporels est ou non « internationale ».

4. D'après le paragraphe 1 de l'article 2, un contrat de vente d'objets mobiliers corporels est réputé avoir un caractère international même si *au moment de la conclusion du contrat*, l'une des

parties ignorait et n'avait pas de raison de savoir que l'établissement de l'autre partie était situé dans un État différent. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque l'une des parties agit pour le compte d'un commettant étranger dont elle ne révèle pas l'existence. En décidant qu'il n'est pas nécessaire que l'une des parties sache que l'établissement de l'autre partie est situé dans un État différent, on s'est laissé guider par deux considérations. La première est que l'inclusion d'éléments subjectifs soulèverait de difficiles problèmes de preuve. La seconde est qu'il n'est pas jugé nécessaire que les parties sachent, au moment de la conclusion du contrat, qu'elles ont leur établissement dans des États différents pour l'application des règles relatives à la prescription. Lorsque les parties concluent un contrat de vente, elles envisagent les modalités d'exécution de ce contrat et non pas les règles de prescription qui seront applicables à leurs actions en justice. Il peut leur être utile de savoir, au moment où elles concluent le contrat, quelle est la loi qui régira leurs obligations respectives sur le plan de l'exécution du contrat, mais la question des règles de prescription qui, en cas de contravention ou de tout autre manquement, seront applicables à leurs recours en justice ne présente pour elles à ce moment-là que peu d'intérêt pratique.

5. Le paragraphe 1 de l'article 2 a cependant été placé entre crochets afin de faire ressortir que la question de la portée de la Convention devait être examinée plus avant. (Voir ci-après le paragraphe 1 de l'article 3 et le commentaire y relatif, par. 2. Voir également l'article 36.)

II. — Établissement : paragraphe 2

6. Ce paragraphe prévoit le cas où une des parties au contrat a plus d'un établissement. Aux fins de la détermination du caractère « international » d'une vente d'objets mobiliers corporels, aucun problème ne se pose lorsque tous les établissements de l'une des parties (X) sont situés dans d'autres États que celui où l'autre partie (Y) a son établissement; quel que soit l'établissement de X que l'on choisisse de prendre en considération, les établissements de X et de Y seront situés dans des États *différents*. Il n'y a de problème que lorsque l'un des établissements de X est situé dans le *même* État que l'établissement de Y. Dans ce cas, il devient essentiel de déterminer quel est celui des établissements de X qui doit être considéré comme son établissement au sens du paragraphe 1 de l'article 2.

7. Le paragraphe 2 énonce le critère sur lequel on se fonde pour déterminer l'établissement qui doit être pris en considération. Ce paragraphe dispose qu'en règle générale, ce sera « l'établissement principal ». Ainsi, lorsqu'une partie a son *principal* établissement

dans l'État A et a des succursales dans les États B, C et D, son établissement aux fins de la Convention est l'établissement situé dans l'État A.

8. Le paragraphe 2 de l'article 2 reconnaît que dans certains cas une simple succursale peut avoir une relation plus étroite que l'établissement principal avec la transaction. Lorsque cette succursale est située dans le même État que l'établissement de l'autre partie, ne pas tenir compte de ce fait aboutirait à étendre à l'excès le champ d'application de la Convention. Le paragraphe 2 tempère donc la règle générale de l'établissement *principal* en ajoutant « à moins qu'un *autre* établissement n'ait une relation plus étroite avec le contrat et son exécution ». Les termes « le contrat et son exécution » se réfèrent à l'ensemble des éléments de la transaction et désignent l'offre et l'acceptation aussi bien que l'exécution du contrat. Pour juger si cette relation plus étroite existe en fait, le paragraphe 2 précise qu'il faut tenir compte des « circonstances connues des parties ou envisagées par elles au moment de la conclusion du contrat ». Parmi les circonstances qui pourraient ne pas être connues de l'une des parties au moment de la conclusion du contrat, citons le contrôle exercé par un autre établissement sur la conclusion du contrat ou l'origine ou la destination étrangères des marchandises. Lorsque ces circonstances ne sont pas connues des parties et n'ont pas été envisagées par elles, elles ne doivent pas être prises en considération.

III. — Résidence habituelle : paragraphe 3

9. Le paragraphe 3 prévoit le cas où l'une des parties n'a pas d'établissement. La plupart des contrats internationaux sont conclus entre des hommes d'affaires qui ont un établissement attitré. Toutefois, il peut arriver qu'une personne qui n'a pas « d'établissement » conclue un contrat de vente d'objets mobiliers corporels à des fins commerciales et non pas « pour un usage personnel, familial ou domestique », au sens de l'article 4 de la Convention. La présente disposition énonce la règle applicable dans ce cas.

IV. — Caractère civil ou commercial de l'opération : paragraphe 4

10. Le paragraphe 4 s'entend compte tenu des classifications qu'opèrent certains systèmes juridiques pour l'application de corps de droit différents. En vue d'éviter d'éventuelles erreurs d'interprétation, ce paragraphe stipule qu'il ne sera pas tenu compte de ces classifications, qu'elles soient fondées sur la nationalité des parties ou sur le « caractère civil ou commercial des parties ou du contrat ».

Article 3

[Application de la Convention; exclusion des règles du droit international privé]

1. La présente Convention ne s'applique que si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des États contractants différents.

2. A moins qu'elle n'en dispose autrement, la présente Convention s'applique sans égard à la loi qui serait applicable en vertu des règles du droit international privé.

3. La présente Convention ne s'applique pas lorsque les parties ont valablement choisi la loi d'un État non contractant.

COMMENTAIRE

1. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 traitent des questions suivantes : A quel moment un État contractant doit-il appliquer

les règles de la présente Convention? Quelle est la relation qui doit exister entre une opération de vente internationale et un État contractant (règles de rattachement) pour que la loi soit applicable? Le paragraphe 3 traite de la faculté qu'ont les parties d'exclure l'application de la Convention.

I. — Application de la Convention : paragraphe 1

2. Le paragraphe 1 de l'article 3 stipule que la Convention ne doit s'appliquer « que si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des États contractants différents ». C'est ainsi qu'un État contractant n'est pas tenu, du fait qu'il adhère à la présente Convention, d'appliquer les règles de la Convention lorsqu'une partie a son établissement dans un État non contractant. On a jugé qu'il était indispensable

de restreindre ainsi le champ d'application de la Convention eu égard aux difficultés inhérentes aux divers critères d'application de la Convention. On a envisagé de poser comme règle que les tribunaux d'un État contractant devraient toujours appliquer la Convention à la vente internationale d'objets mobiliers corporels, mais cette possibilité a été finalement écartée car elle conduirait à élargir à l'excès le champ d'application de la Convention et pourrait encourager les parties à saisir de préférence le tribunal qui appliquerait les règles les plus avantageuses pour elles. Une référence générale aux règles du droit international privé n'a pas été jugée satisfaisante car il existe de profondes divergences entre ces règles. (Voir le paragraphe 2 de l'article 3.)

II. – Exclusion des règles du droit international privé : paragraphe 2

3. Le paragraphe 2 de l'article 3 stipule que, sous réserve de toute disposition contraire de la Convention, celle-ci s'applique sans égard à « la loi qui serait applicable en vertu des règles du droit international privé ». Cette formule vise à souligner le fait que c'est le critère de base posé au paragraphe 1 de l'article 3, plutôt que les règles générales du droit international privé, qui déterminera si la Convention est applicable.

4. Si l'application de la Convention avait été liée aux règles du droit international privé, des difficultés particulières seraient apparues en raison de différences fondamentales qui existent entre les divers systèmes juridiques en ce qui concerne la qualification des questions de prescription. En effet, si la plupart des droits de tradition romaniste voient en celles-ci des questions de fond relevant de la loi considérée comme applicable au contrat (*lex causae contractus*) ou, dans certains cas, de la loi considérée comme applicable à la prescription, la plupart des systèmes de *Common Law* voient des questions de procédure relevant de la loi du for (*lex fori*). Dans d'autres systèmes de *Common Law*, ces deux qualifications peuvent être combinées¹. En posant dans le corps

¹ Les exemples suivants donnent une idée de la façon dont le droit anglais règle les conflits de lois en la matière : l'action est portée devant un tribunal anglais. Le délai de prescription du droit anglais (procédure) est de six ans :

- i) Le droit applicable est le droit français, dans lequel le délai de prescription est de trente ans et est rattaché aux règles de fond. Le tribunal anglais considérera que le droit est prescrit à l'expiration d'un délai de six ans;
- ii) Le droit applicable est celui de la Grèce, dans lequel le délai de prescription est de cinq ans et est rattaché aux règles de fond. Le tribunal anglais, eu égard au droit applicable, considérera que le droit est prescrit à l'expiration d'un délai de cinq ans;
- iii) Le droit applicable est celui de l'État X, dans lequel le délai de

même de la Convention, au paragraphe 1 de l'article 3, la règle qui régira son application, on évite donc à la fois les incertitudes et les complications².

5. La présence du membre de phrase « à moins qu'elle n'en dispose autrement » se justifie par le fait que certaines dispositions de la Convention se réfèrent aux règles du droit international privé. C'est le cas du paragraphe 1 de l'article 13 qui prévoit notamment que, dans le cas où une convention d'arbitrage ne contiendrait aucune disposition à cet égard, la manière dont est engagée la procédure d'arbitrage sera déterminée « par la loi applicable » à ladite convention, c'est-à-dire par la loi qui, en vertu des règles de conflit de lois, régit la convention d'arbitrage. C'est également le cas du paragraphe 3 de l'article 21 qui stipule notamment que la validité d'une clause particulière ne sera pas affectée par les dispositions des autres paragraphes de l'article 21, « à condition que ladite clause soit valable au regard de la loi applicable ».

III. – Effets de l'accord entre les parties : paragraphe 3

6. Le paragraphe 3 de l'article 3 traite de la mesure dans laquelle les parties ont la faculté d'exclure l'application de la Convention. Tout État est soucieux de ne pas voir ses tribunaux encombrés d'instances périmées et de réduire la production de fausses preuves. L'autonomie de la volonté des parties est certes un principe essentiel lorsqu'il s'agit des règles de fond relatives à la vente internationale d'objets mobiliers corporels, mais on peut être amené à considérer que le caractère impératif des règles de prescription est tel qu'il justifie la limitation de cette liberté. Voir par exemple l'article 21. C'est pourquoi le paragraphe 3 de l'article 3, solution de compromis acceptée par tous les membres de la Commission, prévoit le seul cas dans lequel les parties ont la possibilité, dans l'exercice de leur liberté de choix, d'exclure l'application de la Convention : lorsque les parties ont « valablement choisi la loi d'un État non contractant ». Par exemple, si les parties à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels ont leur établissement dans des États contractants différents et si le contrat stipule valablement que la loi applicable au contrat est celle d'un État qui n'a pas adopté la Convention, les tribunaux d'un État contractant n'appliqueraient pas la Convention. C'est au juge qu'il appartient de déterminer si ce choix, et notamment ses modalités, est « valable ».

prescription est de cinq ans et est considéré comme une règle de procédure. Le tribunal anglais ne tiendra pas compte des règles de prescription de l'État X (car elles sont de procédure) et il considérera que le droit est prescrit à l'expiration d'un délai de six ans.

² Mais voir l'article 36 et le commentaire y relatif.

Article 4

[Exceptions concernant certaines opérations et certains types d'objets mobiliers corporels]

La présente Convention ne régit pas les ventes :

a) D'objets mobiliers corporels qui, par leur nature et la quantité sur laquelle porte le contrat, sont habituellement achetés par un particulier pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins qu'il ne ressorte du contrat, de transactions antérieures entre les parties ou de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, que les objets sont achetés pour un usage différent;

b) Aux enchères;

c) Sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;

d) De valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;

e) De navires, bateaux et aéronefs;

f) D'électricité.

COMMENTAIRE

I. – Exception concernant les ventes au consommateur : alinéa a

1. Aux termes de l'alinéa a de l'article 4, les ventes au consommateur sont exclues du champ d'application de la Convention.

Les règles de prescription de la Convention pourraient fort bien être applicables aux achats faits par des consommateurs, par exemple des touristes en pays étranger, si l'alinéa *a* de l'article 4 ne prévoyait pas une exception en ce qui les concerne. Dans des transactions de ce type, il arrive fréquemment que le vendeur ne sache pas ou n'ait pas le moyen de savoir que l'autre partie a son établissement ou sa résidence habituelle dans un autre pays. Ces transactions sont généralement considérées comme des transactions intérieures et, de toute façon, elles ne représentent pas une part importante du commerce international. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Convention exclut ces ventes de son champ d'application.

2. Une autre des raisons qui ont conduit à exclure les ventes au consommateur du champ d'application de la Convention sur la prescription est que dans un certain nombre de pays ces ventes sont régies par divers types de lois nationales destinées à protéger le consommateur. Pour ne pas entraver l'application de ces lois, on a jugé opportun de ne pas traiter dans la Convention de la prescription des actions ou des droits dans le cas de contrats de ce type.

3. Le critère fondamental adopté pour qualifier ces ventes est un critère objectif : il doit s'agir d'objets mobiliers corporels « qui, par leur nature et la quantité sur laquelle porte le contrat, sont habituellement achetés par un particulier pour un usage personnel, familial ou domestique ». Toutefois, la vente d'objets mobiliers corporels qui sont habituellement achetés pour la consommation ne sera pas exclue du champ d'application de la Convention lorsque « les objets sont achetés pour un usage différent ». Là encore, le critère adopté pour déterminer si les objets sont achetés pour un usage différent est un critère objectif : ce fait doit ressortir « du contrat, de transactions antérieures entre les parties ou de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat » ; peu importe que le vendeur sache que les objets sont achetés pour un usage différent.

II. — Exception concernant les ventes aux enchères : alinéa b

4. L'alinéa *b* de l'article 4 exclut les ventes aux enchères du champ d'application de la Convention. Du fait que les ventes aux enchères souvent sont régies en droit interne par des dispositions spéciales, on est parvenu à la conclusion que tous les aspects de ce type de vente devaient continuer à être soumis à ces dispositions. En outre, on a jugé qu'il ne convenait pas que le lieu d'établissement du dernier enchérisseur influe sur la durée de la prescription étant donné qu'au moment où les enchères ont commencé le vendeur ne pouvait savoir quel enchérisseur effectuerait l'achat.

III. — Exception concernant les ventes sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice : alinéa c

5. L'alinéa *c* de l'article 4 exclut du champ d'application de la Convention les ventes sur saisie par décision judiciaire ou administrative ou de quelque autre manière par autorité de justice, parce qu'elles sont généralement soumises à des règles particulières dans l'État où la vente est ordonnée. En outre, ces ventes ne représentent pas une part importante du commerce international et peuvent sans inconvénients être considérées comme des opérations purement internes.

IV. — Exception concernant les ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce et de monnaies : alinéa d

6. L'alinéa *d* exclut du champ d'application de la Convention les ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce et de monnaies. Les problèmes que posent ces transactions diffèrent de ceux auxquels donnent lieu les ventes internationales d'objets mobiliers corporels ordinaires et, en outre, dans nombre de pays, elles sont soumises à des règles particulières de caractère impératif. Il a été jugé préférable qu'en ce qui concerne ces ventes, la prescription ne soit pas régie par la Convention.

V. — Exception concernant les ventes de navires, bateaux et aéronefs : alinéa e

7. L'alinéa *e* exclut du champ d'application de la Convention les ventes de navires, bateaux et aéronefs pour lesquels les législations nationales prévoient également des règles spéciales. Cet alinéa ne subordonne pas à l'immatriculation l'exclusion du champ d'application de la Convention des ventes de navires, bateaux et aéronefs, cela afin d'éviter les problèmes auxquels peut donner lieu la définition de ce qui constitue une « immatriculation » au regard de la Convention ; les modalités de l'immatriculation varient selon les législations nationales. En outre, il pourrait être difficile de déterminer avec certitude la loi applicable à l'immatriculation du fait que le lieu où celle-ci sera effectuée peut n'être pas connu au moment de la vente.

VI. — Exception concernant les ventes d'électricité : alinéa f

8. L'alinéa *f* exclut du champ d'application de la Convention les ventes d'électricité parce que les ventes internationales d'électricité posent des problèmes qui diffèrent de ceux auxquels donnent lieu les ventes internationales ordinaires.

Article 5

[Exclusion de certains droits]

La présente Convention ne s'applique pas aux droits fondés sur :

- a) Tout dommage corporel ou le décès d'une personne ;
- b) Les dommages nucléaires causés par la chose vendue ;
- c) Tout privilège, gage ou autre sûreté ;
- d) Toute décision ou sentence arbitrale rendues à la suite d'une procédure ;
- e) Tout titre exécutoire selon la loi du lieu où l'exécution est demandée ;
- f) Toute lettre de change ou tout chèque ou billet à ordre.

COMMENTAIRE

1. L'alinéa *a* de l'article 5 exclut du champ d'application de la Convention les droits fondés sur tout dommage corporel ou le décès d'une personne. Tout droit de cet ordre qui serait fondé sur un délit ou un quasi-délit (*tort*) et ne serait pas un droit « qui se [rapporte] à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels » est déjà exclu en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article premier¹. Toutefois, dans certaines circonstances, le décès de l'acheteur ou des dommages causés à sa personne ou à toute autre personne pourraient donner lieu à une action en responsabilité fondée sur un défaut de conformité des marchandises, l'action que l'acheteur exerce contre le vendeur pour avoir subi

¹ Voir le paragraphe 6 du commentaire relatif à l'article premier.

une perte pécuniaire pourrait être fondée sur des dommages causés à des personnes *autres que lui-même*. Si certains systèmes juridiques peuvent considérer que la responsabilité encourue en raison de dommages causés à la personne d'autrui a un caractère contractuel, d'autres sont incertains sur ce point tandis que d'autres encore lui reconnaissent un caractère délictuel. Afin d'éviter les incertitudes et les divergences auxquelles donneraient lieu ces actions si elles étaient régies par la Convention, on a jugé opportun de les exclure dans tous les cas du champ d'application de la Convention; il ne serait également pas opportun de soumettre ces recours au même délai de prescription que celui qui serait applicable aux recours commerciaux ordinaires.

2. L'alinéa *b* exclut « les dommages nucléaires causés par la chose vendue ». Les effets de ces dommages peuvent n'apparaître que longtemps après l'exposition à des substances radioactives. En outre, la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires du 21 mai 1963 prévoit des délais spéciaux pour l'extinction des actions intentées à ce titre^a.

3. L'alinéa *c* exclut les droits fondés sur « tout privilège, gage ou autre sûreté ». Cette exclusion est conforme aux dispositions générales du paragraphe 1 de l'article premier selon lequel la Convention s'applique aux droits « qui se rapportent à un contrat de vente internationale d'objets mobiliers corporels ». En outre, les privilèges, gages et autres sûretés sont des droits *in rem* qui, traditionnellement, sont régis par la loi du lieu de la situation du bien et sont liés à tout un ensemble de droits pouvant mettre en cause les intérêts d'autres créanciers; en voulant étendre à ces droits le champ d'application de la Convention, on risquerait d'en compromettre l'adoption. On remarquera que l'alinéa *c* de l'article 5 exclut les droits fondés non seulement sur un « privilège » et un « gage » mais aussi sur toute « autre sûreté ». Cette dernière expression est d'une acception suffisamment large pour englober les droits que revendiquerait un vendeur en vue de recouvrer la chose vendue au titre d'une « vente sous condition » ou d'un arrangement analogue conçu de manière à permettre la saisie de la chose en cas de défaut de paiement. Il est certain que l'expiration du délai de prescription applicable à un droit ou à une action fondée sur un contrat de vente peut avoir des conséquences graves en ce qui concerne le jeu d'un privilège, d'un gage ou de toute autre sûreté garantissant le droit considéré. Cependant, pour les raisons exposées à propos de l'article 24, paragraphe 1, [commentaire relatif à l'article 24, par. 2], la Convention ne cherche pas à édicter des règles uniformes concernant ces conséquences, qui demeurent régies par la loi nationale applicable. Il convient de s'en remettre aux tribunaux

^a Voir art. VI (délais généraux de 10 ou 20 ans, sous réserve de certaines adaptations), art. premier, par. 1, *k* (définition des « dommages nucléaires »).

des États signataires pour donner leur plein effet aux principes généraux dont la Convention s'inspire lorsqu'ils auront à résoudre des problèmes de cet ordre.

4. Aux termes de l'alinéa *d*, les droits fondés sur « toute décision ou sentence arbitrale rendues à la suite d'une procédure » sont exclus du domaine d'application de la Convention, même si la décision ou la sentence arbitrale sont rendues à la suite d'une procédure qui découle d'une vente internationale. Au stade de l'exécution des jugements, il peut être difficile de vérifier que la créance initiale est née d'une vente internationale d'objets mobiliers corporels et répondait aux autres conditions d'application de la Convention. En outre, l'exécution d'un jugement ou d'une sentence met en jeu des règles locales de procédure [par exemple l'extinction du droit initial par son incorporation dans le jugement (*merger of the claim in the judgment*)], et peut donc difficilement être soumise à une règle uniforme applicable dans le cas particulier de la vente internationale des objets mobiliers corporels.

5. L'alinéa *e* exclut les droits fondés sur « tout titre exécutoire selon la loi du lieu où l'exécution est demandée ». Les documents immédiatement exécutoires ont reçu des dénominations diverses et sont régis par des dispositions différentes selon les juridictions (par exemple, titre exécutoire), mais ils ont un effet juridique indépendant qui les distingue des droits dont la reconnaissance requiert que la contravention au contrat de vente ait été prouvée. Certains des problèmes d'unification que présente l'exécution des jugements, problèmes qui ont été mentionnés à propos de l'alinéa *d* (par. 4), se posent également à propos des documents exécutoires. (L'exception prévue à l'alinéa *e* présente également une certaine analogie avec celle de l'alinéa *f* concernant les droits fondés sur des titres qui ont un caractère juridique distinct du contrat de vente, voir le paragraphe 6 du présent commentaire.)

6. L'alinéa *f* exclut les droits fondés sur toute lettre de change ou tout chèque ou billet à ordre. Cette exclusion prend son sens au regard de la Convention s'agissant d'un effet de commerce qui a été émis (ou accepté) en contrepartie de l'obligation de payer le prix de la chose vendue dans le cadre d'une transaction internationale soumise à la présente Convention. Il est fréquent que les conventions internationales ou les règles du droit national applicables à ces titres prévoient des délais de prescription particuliers. En outre, les effets de commerce sont souvent transmis à des tiers qui sont tout à fait étrangers à la transaction commerciale à l'occasion de laquelle l'effet a été émis ou qui ignorent les termes de cette transaction; par ailleurs, l'obligation contractée par les signataires est parfois distincte (ou « abstraite ») de la transaction commerciale qui a donné lieu à l'émission du titre. C'est pour ces raisons que les droits afférents aux titres mentionnés à l'alinéa *f* sont exclus du domaine d'application de la Convention. Par contre, la Convention est applicable aux ayants cause des parties (par. 3, *a*, de l'article premier).

Article 6

[Contrats mixtes]

1. La présente Convention ne s'applique pas aux contrats dans lesquels la partie prépondérante des obligations du vendeur consiste en une fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services.

2. Sont assimilés aux ventes, au sens de la présente Convention, les contrats de fourniture d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une partie essentielle des éléments nécessaires à cette fabrication ou production.

COMMENTAIRE

1. Cet article a trait aux contrats mixtes et s'applique dans deux catégories de cas.

I. – Vente d'objets mobiliers corporels et fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services par le vendeur : paragraphe 1

2. Ce paragraphe a trait aux contrats dans lesquels le vendeur s'engage à la fois à vendre des marchandises et à fournir de la main-d'œuvre ou d'autres services. A titre d'exemple, on peut citer le cas où le vendeur s'engage, en vendant du matériel et des

machines, à en effectuer le montage ou à en surveiller l'installation ou le montage. Dans les cas de ce genre, le paragraphe 1 stipule que si la « partie prépondérante » des obligations du vendeur consiste en une fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services, les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas au contrat.

3. Il importe de noter que ce paragraphe ne vise pas à déterminer si les obligations créées par un seul instrument ou une seule transaction forment essentiellement un ou deux contrats. Ainsi, la question de savoir si les obligations du vendeur concernant la vente d'objets mobiliers corporels, d'une part, et la fourniture de main-d'œuvre ou d'autres services, d'autre part, peuvent être considérées comme constituant deux contrats distincts (selon la doctrine dite de la « divisibilité » du contrat) doit être tranchée par les tribunaux conformément à la loi applicable.

II. — Fourniture par l'acheteur d'éléments nécessaires à la fabrication : paragraphe 2

4. Le premier membre de phrase du paragraphe 2 stipule que les dispositions de la Convention sont applicables aux ventes d'objets mobiliers corporels que le vendeur doit fabriquer sur commande de l'acheteur, au même titre qu'aux ventes d'objets mobiliers corporels déjà fabriqués.

5. Le second membre de phrase du paragraphe 2, « à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une partie essentielle des éléments nécessaires à cette fabrication ou production », vise à exclure du champ d'application de la Convention les contrats de vente d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire lorsque l'acheteur doit fournir au vendeur (c'est-à-dire au fabricant) desdits objets mobiliers corporels une partie *essentielle* des matières premières qui doivent servir à leur fabrication ou à leur production. Un tel contrat étant plus proche d'un contrat de louage de services ou de main-d'œuvre que d'un contrat de vente, la Convention ne lui est pas applicable.

Article 7

[Interprétation tendant à promouvoir l'uniformité]

Dans l'interprétation et l'application de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité d'en promouvoir l'uniformité.

COMMENTAIRE

Les questions de prescription sont conçues de façon très différente dans les divers droits internes et il importe donc d'éviter que les dispositions de la Convention soient interprétées selon l'optique particulière de chaque droit national. A cette fin, l'article 7 souligne qu'aux fins de l'interprétation et de l'application de la Convention, il importe de tenir compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité. Des exemples illustrant l'application de cet article sont donnés dans d'autres parties du commentaire : par exemple aux paragraphes 11 à 13 du commentaire relatif à l'article premier et à la note 1 du commentaire relatif à l'article 13.

DURÉE ET POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE PRESCRIPTION

Article 8

[Durée du délai]

Le délai de prescription est de quatre ans, sous réserve des dispositions de l'article 10.

COMMENTAIRE

1. Pour fixer la durée du délai de prescription, il a fallu faire entrer en ligne de compte des considérations contradictoires. D'une part, le délai de prescription doit être assez long pour permettre de procéder à des recherches, de mener des négociations en vue d'un règlement et de prendre les dispositions nécessaires pour intenter une action en justice. En évaluant le temps requis, on a tenu compte des problèmes particuliers tenant à la distance qui sépare souvent les parties à un contrat de vente internationale et des complications dues à la différence de langue et de système juridique. D'autre part, le délai de prescription ne doit pas être d'une longueur telle qu'il ne protège plus contre les incertitudes et injustices pouvant résulter d'un règlement tardif de créances contestées, notamment du fait de la disparition des preuves et des risques que des litiges non réglés représentent pour la solvabilité et la stabilité d'une entreprise.

2. Lors de l'établissement de l'avant-projet, on avait estimé que le délai de prescription devrait être de l'ordre de trois à cinq ans. Afin de résoudre la question de la durée du délai et certaines autres questions, un questionnaire a été adressé aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées. Les réponses qui faisaient état des dispositions nationales et qui contenaient des suggestions présentées par les différentes régions, ont été analysées dans un rapport du Secrétaire général¹. En se fondant sur ces réponses, on est parvenu à la conclusion qu'un délai de prescription de quatre ans serait approprié. On a également tenu compte de l'article 10 qui prévoit un délai spécial de deux ans seulement pour les actions fondées sur un vice ou sur un défaut de conformité de la chose et des autres dispositions de la Convention qui affectent l'écoulement du délai de prescription, notamment l'article 18 (un nouveau délai commence à courir lorsque le créancier accomplit un acte qui,

¹ Ce rapport (A/CN.9/WG.1/WP.24) figure à l'additif 2 au rapport du Groupe de travail sur les délais et la prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels sur les travaux de sa troisième session (A/CN.9/70).

au regard du droit d'une juridiction donnée, interrompt le cours de la prescription), l'article 19 (un nouveau délai de prescription commence à courir lorsque le débiteur reconnaît son obligation),

les articles 15, 16, 17 et 20 (règles relatives à la prolongation du délai de prescription) et l'article 21 (modification du délai de prescription par les parties).

Article 9

[Règle générale sur le point de départ du délai de prescription]

1. Sous réserve des dispositions des articles 10 et 11, le délai de prescription court à partir de la date à laquelle l'action peut être exercée.

2. Une action fondée sur un dol commis lors de la conclusion du contrat est considérée, pour l'application du paragraphe 1, comme pouvant être exercée à partir de la date à laquelle le dol a été ou aurait raisonnablement dû être découvert.

3. Une action résultant d'une contravention au contrat est considérée, pour l'application du paragraphe 1, comme pouvant être exercée à partir de la date à laquelle cette contravention s'est produite. Dans ce cas, le point de départ du délai de prescription n'est pas retardé lorsqu'une partie doit, pour acquiescer ou exercer ce droit, adresser une notification à l'autre partie.

4. En ce qui concerne les actions résultant d'une contravention au contrat, le paragraphe 3 de l'article 9 stipule qu'elles sont considérées comme pouvant être exercées « à partir de la date à laquelle cette contravention s'est produite ». Au paragraphe 3 de l'article premier, l'expression « contravention au contrat » s'entend « de toute inexécution par une partie de ses obligations ou de toute exécution qui n'est pas conforme au contrat ». Les exemples qui suivent permettent d'illustrer l'application de cette règle :

III. — Contravention au contrat

4. En ce qui concerne les actions résultant d'une contravention au contrat, le paragraphe 3 de l'article 9 stipule qu'elles sont considérées comme pouvant être exercées « à partir de la date à laquelle cette contravention s'est produite ». Au paragraphe 3 de l'article premier, l'expression « contravention au contrat » s'entend « de toute inexécution par une partie de ses obligations ou de toute exécution qui n'est pas conforme au contrat ». Les exemples qui suivent permettent d'illustrer l'application de cette règle :

Exemple 9 A : aux termes du contrat de vente, le vendeur est tenu de placer la marchandise à la disposition de l'acheteur le 1^{er} juin 1972. Le vendeur n'a fourni ou offert aucune marchandise à la suite de la conclusion du contrat ni le 1^{er} juin ni après cette date. Le délai de prescription de toute action en justice intentée par l'acheteur (et la prescription des droits de l'acheteur) pour inexécution par le vendeur des obligations qui lui incombent au titre du contrat de vente, commence à courir « à partir de la date à laquelle cette contravention s'est produite », c'est-à-dire, dans cet exemple, le 1^{er} juin, date d'exécution prévue dans le contrat.

Exemple 9 B : aux termes du contrat de vente, le vendeur est tenu de placer la marchandise à la disposition de l'acheteur le 1^{er} juin 1972. A cette date, le vendeur n'a fourni ou offert aucune marchandise à la suite de la conclusion du contrat. Toutefois, quelques semaines plus tard, l'acheteur accepte que le délai de livraison soit prorogé jusqu'au 1^{er} décembre 1972. Une nouvelle fois, le 1^{er} décembre, le vendeur n'exécute pas son obligation. Si la validité de la prorogation du délai de livraison est reconnue, le délai de prescription commence à courir à partir du 1^{er} décembre 1972, date à laquelle s'est produite la « contravention » au contrat.

Exemple 9 C : aux termes du contrat de vente, l'acheteur peut payer le prix au moment de la livraison des marchandises et bénéficier d'une remise de 2 p. 100. Le contrat dispose également que l'acheteur doit payer, au plus tard, dans les 60 jours. L'acheteur n'a pas payé au moment de la livraison des marchandises. Le délai de prescription ne commence à courir qu'à l'expiration de la période de 60 jours parce que la « contravention » au contrat ne se produit qu'à l'expiration du délai prévu pour l'exécution.

Exemple 9 D : aux termes du contrat de vente, les marchandises seront expédiées dans le courant de l'année 1972 à une date qui doit être fixée par l'acheteur. L'acheteur aurait pu demander l'expédition en janvier 1972 mais il l'a demandée le 30 décembre 1972. Le vendeur n'exécute pas son obligation. Le délai de prescription en ce qui concerne l'inexécution de l'obligation ne commence à courir qu'après le 30 décembre puisque, aux termes du contrat, la contravention au contrat ne se produit pas tant que l'acheteur n'a pas fixé la date de l'exécution.

COMMENTAIRE

I. — Structure de la Convention : règle générale

1. Les articles 9 à 11 fixent le point de départ du délai de prescription pour tous les types d'action auxquels s'applique la Convention. L'article 9 énonce la règle générale relative au point de départ du délai de prescription : ce délai commence à courir « à partir de la date à laquelle l'action peut être exercée ». L'article 10 prévoit des règles spéciales, y compris un délai plus court de deux ans, applicables aux actions fondées sur un vice ou sur un défaut de conformité de la chose. Le paragraphe 3 de l'article 10 régit également le cas où le vendeur donne, en ce qui concerne la chose vendue, une garantie expresse. L'article 11 prévoit les cas dans lesquels le contrat est résolu avant la date fixée pour son exécution.

2. Comme on vient de le dire, le paragraphe 1 de l'article 9 énonce la règle générale selon laquelle le délai de prescription commence à courir à partir de la date à laquelle l'action peut être exercée. Les paragraphes 2 et 3 de cet article fixent pour certains cas précis la date à laquelle il faut considérer que l'action « peut être exercée » aux fins de l'application de la règle générale énoncée au paragraphe 1 de l'article 9 ; ces cas sont : a) celui d'une action fondée sur un dol commis lors de la conclusion du contrat (par. 2) ; et b) celui d'une action résultant d'une contravention au contrat (par. 3). La manière dont la règle générale s'applique à des situations concrètes est expliquée ci-dessous¹.

II. — Dol commis lors de la formation du contrat

3. La loi applicable peut prévoir différentes actions en cas de dol commis lors de la conclusion du contrat ou au cours des négociations qui l'ont précédée. La partie lésée peut avoir droit à dommages-intérêts ou même avoir le droit de déclarer la résolution du contrat². Si le contrat est résolu, il se peut que la partie lésée veuille, le cas échéant, demander la restitution des paiements anti-

¹ Quelques représentants ont critiqué l'article 9 dont ils ont estimé que les dispositions étaient contradictoires.

² Voir cependant l'article 34 et le commentaire relatif à cet article.

³ Il convient de noter que le paragraphe 2 de l'article 9 a seulement trait au dol commis « lors de la conclusion du contrat », dans le cas d'un dol commis après la conclusion du contrat, c'est l'article 20 qui s'applique (voir par. 1 du commentaire relatif à cet article).

5. La deuxième phrase du paragraphe 3 de l'article 9 a pour objet de préciser le point de départ du délai de prescription lorsque la législation applicable exige que l'une des parties donne notification à l'autre. La contravention au contrat s'est produite avant la notification; en conséquence, retarder le point de départ du délai de prescription jusqu'à la date de la notification serait contrevenir à la règle de base énoncée dans la première phrase du paragraphe 3 de l'article 9. Au surplus, le moment de la notification peut dépendre de la diligence avec laquelle l'acheteur procède à l'examen des marchandises et adresse la notification. Le présent paragraphe dispose donc expressément que le point de départ du délai de prescription ne dépend pas de la date à laquelle la notification est adressée⁴.

⁴ Cette règle est évidemment sans effet à l'égard des dispositions du droit interne en vertu desquelles ces notifications sont reprises. Voir

IV. — Droits autres que ceux qui résultent d'une contravention au contrat

6. Certains droits peuvent naître en l'absence d'une contravention au contrat ou d'un dol. L'un de ces droits est le droit à la restitution des paiements anticipés lorsque la loi applicable libère le débiteur de son obligation en raison d'une impossibilité d'exécution, d'un cas de force majeure et autres circonstances analogues. En ce qui concerne ces droits, c'est la règle de base prévue au paragraphe 1 de l'article 9 qui s'applique. Il va sans dire que seules les règles nationales applicables en la matière permettront de déterminer l'existence du droit considéré et la date à partir de laquelle il est susceptible d'être exercé.

également le paragraphe 2 de l'article premier ainsi que les paragraphes 8 et 9 du commentaire relatif à cet article, ainsi que le paragraphe 3 de l'article 21 et le paragraphe 5 du commentaire relatif à cet article.

Article 10

[Droits fondés sur un défaut de conformité de la chose; garantie expresse]

1. Le délai de prescription d'une action fondée sur un défaut de conformité qui peut être décelé lorsque la chose est remise à l'acheteur est de deux ans à partir de la date à laquelle la chose lui a été effectivement remise.

2. Le délai de prescription d'une action fondée sur un défaut de conformité qui ne peut être décelé lorsque la chose est remise à l'acheteur est de deux ans à partir de la date à laquelle ce défaut de conformité a été ou aurait raisonnablement dû être constaté; toutefois, ce délai ne peut se prolonger au-delà de huit ans à partir de la date à laquelle la chose a été effectivement remise à l'acheteur.

3. Si le vendeur donne, en ce qui concerne la chose vendue, une garantie expresse valable pendant un certain laps de temps ou déterminée de toute autre manière, le délai de prescription d'une action fondée sur la garantie commence à courir à partir de la date à laquelle l'acheteur a découvert ou aurait dû découvrir le fait motivant l'exercice de son action et, au plus tard, à partir de la date d'expiration de la garantie.

COMMENTAIRE

I. — Droits de l'acheteur fondés sur un défaut de conformité de la chose

1. Comme on l'a noté précédemment (au paragraphe 1 du commentaire relatif à l'article 9), les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 soumettent à des règles différentes de celles des articles 8 et 9 l'exercice par l'acheteur d'« une action fondée sur un défaut de conformité » de la chose remise. Le membre de phrase « une action fondée sur un défaut de conformité » de la chose est assez large pour englober tous les cas dans lesquels les marchandises ne sont pas conformes aux dispositions du contrat. On a estimé que ces règles spéciales étaient nécessaires, car l'application de la disposition de base contenue à l'article 9 dans des cas concrets risque d'être souvent difficile, en particulier lorsque le vice de la chose n'a pu être découvert qu'un certain temps après qu'elle a été remise, et parce que les lois applicables fixent d'une manière différente la date à partir de laquelle les actions de ce genre « peuvent être exercées ». Le paragraphe 1 de l'article 10 a trait aux actions fondées sur un défaut de conformité « qui peut être décelé lorsque la chose est remise à l'acheteur » et le paragraphe 2 aux actions fondées

sur un défaut de conformité « qui ne peut être décelé lorsque la chose est remise à l'acheteur ».

2. La règle énoncée à l'article 10 est que le délai de prescription des actions de ce genre ne commence à courir qu'à partir de la date à laquelle le défaut de conformité aurait dû raisonnablement être constaté; une disposition différente aurait pu avoir des conséquences excessivement sévères pour l'acheteur dans certains cas, lorsque le défaut de conformité est tel qu'il peut seulement être décelé longtemps après la remise de la chose à l'acheteur¹. D'un autre côté, la Convention tient compte de la nécessité de protéger le vendeur en ramenant la durée du délai de prescription à deux ans (voir l'article 8). On a estimé que cette réduction était nécessaire parce que, dans le cas d'un défaut de conformité de la chose, il est particulièrement important que le vendeur puisse régler le différend avant qu'il ne devienne difficile de faire la preuve de l'état exact des marchandises; un délai de deux ans remplirait cette condition². Pour éviter que des litiges résultant de la constatation tardive d'un défaut de conformité puissent naître à tout moment, on a également fixé au paragraphe 2 de l'article 10 une date limite pour l'exercice des actions fondées sur un défaut de conformité qui ne peut être décelé lorsque la chose est remise à l'acheteur : même si un défaut de conformité est constaté, le délai de prescription « ne peut se prolonger au-delà de huit ans à partir de la date à laquelle la chose a été effectivement remise à l'acheteur ».

3. Le membre de phrase « la chose a été effectivement remise à l'acheteur » a été introduit pour marquer qu'il faut s'attacher à la date à laquelle la chose est « effectivement » placée à la disposition de l'acheteur, que ce soit ou non à la date ou au lieu fixés par le

¹ Pour déterminer la date à laquelle le défaut de conformité peut être décelé, il faut tenir compte des méthodes fixées par les parties d'un commun accord ou, faute d'un tel accord, de celles qui sont conformes à la législation ou aux usages du lieu où l'examen doit être effectué.

² On peut noter que le délai de prescription des actions fondées sur un défaut de conformité commence à courir à partir de la date à laquelle ce défaut de conformité aurait raisonnablement dû être constaté, même s'il n'entraîne pas immédiatement un dommage. Cependant, pour apprécier l'équité de la loi dans son ensemble, il convient de tenir compte des éléments suivants : a) l'exclusion du champ d'application de la Convention (art. 5, a) des droits fondés sur « tout dommage corporel ou le décès d'une personne »; b) la limitation du champ d'application de la Convention aux droits qui découlent d'un contrat — ce qui exclut les droits découlant d'un délit ou quasi-délit (*torit*) [voir l'examen de cette question au paragraphe 6 du commentaire relatif à l'article premier]; c) l'exclusion du champ d'application de la Convention des ventes au consommateur (art. 4, a, ci-dessus); d) l'existence de dispositions particulières (art. 10, par. 3, ci-après) en ce qui concerne les droits découlant d'une garantie expresse de la part du vendeur dont il est spécifié qu'elle sera valable pendant un certain laps de temps.

contrat ou autrement³. Tant que l'acheteur n'a pas la possibilité d'inspecter « effectivement » la chose, celle-ci ne peut être considérée comme ayant été « effectivement remise à l'acheteur ».

Exemple 10 A : un vendeur à Santiago accepte d'envoyer des marchandises à un acheteur à Bombay : les clauses de l'expédition sont « f.o.b. Santiago ». Conformément au contrat, le vendeur a chargé les marchandises à bord d'un navire à Santiago, le 1^{er} juin 1972. Les marchandises sont arrivées à Bombay le 1^{er} août 1972 et, le même jour, le transporteur a avisé l'acheteur qu'il pouvait prendre possession des marchandises. Dans ce cas, la chose est « effectivement remise » à l'acheteur le 15 août.

Cette conclusion n'est nullement modifiée par le fait qu'aux termes du contrat l'acheteur assume les risques de perte pendant le voyage en mer. Elle ne l'est pas non plus par le fait que, selon certains systèmes juridiques, on peut considérer que la propriété des marchandises a été transférée à l'acheteur au moment où les marchandises ont été chargées à bord du navire à Santiago. Les diverses modalités de fixation du prix (f.o.b. ville du vendeur, f.o.b. ville de l'acheteur, f.a.s., c.a.f. et autres) peuvent avoir des incidences sur les taux de fret et sur la conclusion des contrats d'assurance, mais elles sont sans effet sur la date à laquelle la chose est « effectivement » remise à l'acheteur⁴.

³ On a volontairement évité d'employer le terme « délivrance » en raison des équivoques suscitées par cette notion juridique. Par exemple, le paragraphe 1 de l'article 19 de la LUVI stipule que « la délivrance consiste dans la remise d'une chose conforme au contrat ».

⁴ Il va sans dire que lorsque l'acheteur prend effectivement possession des marchandises dans la ville du vendeur et qu'il procède ensuite à l'expédition de ces marchandises, il faut considérer qu'elles ont été effectivement remises à l'acheteur. Il y a également lieu de noter que les marchandises peuvent être remises à des agents ou à des ayants

II. — Garantie expresse valable pour une certaine période

4. Le paragraphe 3 de l'article 10 constitue une exception aux règles énoncées aux paragraphes 1 et 2 et s'applique dans les cas où le vendeur a accordé à l'acheteur, concernant la chose vendue, une garantie expresse (*warranty* ou *guarantee*) dont il est spécifié qu'elle sera valable pendant un certain laps de temps. On a fixé le point de départ du délai de prescription des actions fondées sur la garantie de la même manière que dans les deux paragraphes précédents de l'article 10 : le délai de prescription commence à courir « à partir de la date à laquelle l'acheteur a découvert ou aurait dû découvrir le fait motivant l'exercice de son action ». Mais la date limite prévue au paragraphe 2 de l'article 10 (« huit ans à partir de la date à laquelle la chose a été effectivement remise à l'acheteur ») ne peut s'appliquer dans le cas d'une garantie expresse valable pendant un certain laps de temps. Le paragraphe 3 de l'article 10 stipule donc qu'en tout état de cause le délai de prescription commence à courir « au plus tard, à partir de la date d'expiration de la garantie »⁵.

5. Le paragraphe 3 de l'article 10 ne spécifie pas la date à laquelle la « garantie expresse » du vendeur doit être donnée. En vertu de cette disposition, après avoir livré la chose, le vendeur peut procéder à certains ajustements et donner à cette occasion une garantie expresse qui sera régie par l'article 11.

cause de l'acheteur. Voir l'article premier, par. 3, a. Pour illustrer ce fait, supposons que l'acheteur dans l'exemple 10 A ci-dessus revende la chose à C en cours de transport et lui transfère le document d'expédition. La chose est remise à l'« acheteur » quand C en prend effectivement possession.

⁵ Un représentant a déclaré qu'il y avait de fortes raisons de penser qu'il existait un déséquilibre entre les paragraphes 2 et 3 de l'article 10.

Article 11

[Résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution : contrats prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés]

1. Lorsque, dans les cas prévus par la loi applicable au contrat, une partie déclare la résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution, le délai de prescription court à partir de la date à laquelle la déclaration est adressée à l'autre partie. Si la résolution du contrat n'est pas déclarée avant la date fixée pour l'exécution, le délai de prescription ne court qu'à partir de cette date.

2. Le délai de prescription de tout droit fondé sur l'inexécution par une partie d'un contrat prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés court, pour chacune des obligations à exécution successive, à partir de la date à laquelle l'inexécution qui les affecte s'est produite. Lorsque, d'après la loi applicable au contrat, une partie déclare la résolution du contrat en raison de cette inexécution, le délai de prescription de toutes les obligations à exécution successive court à partir de la date à laquelle la déclaration est adressée à l'autre partie.

COMMENTAIRE

1. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 traitent tous deux des problèmes qui se posent lorsqu'une partie a le droit de déclarer la résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution. Le paragraphe 1 énonce la règle générale; le paragraphe 2 traite des problèmes particuliers qui se posent lorsqu'un contrat prévoit des prestations ou des paiements échelonnés.

I. — Règle générale : paragraphe 1

2. La règle générale énoncée au paragraphe 1 peut être illustrée par l'exemple suivant :

Exemple 11 A : aux termes d'un contrat de vente conclu le 1^{er} juin 1972, le vendeur est tenu de livrer la chose le 1^{er} décembre. Le 1^{er} juillet, le vendeur (sans excuse valable), avise l'acheteur qu'il ne livrera pas la chose prévue au contrat. Le 15 juillet, l'acheteur avise le vendeur qu'en raison de son refus d'exécution le contrat est résolu.

3. Selon certains systèmes juridiques, la notification du refus d'exécuter adressée, le 1^{er} juillet, avant même que l'obligation soit devenue exigible, constitue une contravention anticipée qui autorise l'autre partie à déclarer la résolution du contrat et à intenter une action en justice. Selon certains systèmes juridiques, des circonstances telles que la faillite ou d'autres événements dont on sait qu'ils rendront l'exécution du contrat impossible permettent également à l'une des parties de déclarer la résolution du contrat avant la date fixée pour son exécution. En pareil cas, lorsqu'une partie à qui la loi applicable au contrat reconnaît le droit de le faire « déclare la résolution du contrat », le délai de prescription commence à courir à partir de « la date à laquelle la déclaration est adressée à l'autre partie ». Dans l'exemple qui précède, cette date est le 15 juillet.

4. Il convient de noter que le paragraphe 1 ne s'appliquera que si l'acheteur décide de déclarer la résolution du contrat. Si, dans l'exemple ci-dessus, cette décision (manifestée par la notification de résolution adressée le 15 juillet) n'est pas prise, le « délai de

prescription commence à courir à partir de la date » fixée pour l'exécution, soit le 1^{er} décembre dans l'exemple ci-dessus ¹.

5. Pour satisfaire aux exigences de certitude juridique et d'uniformité, le délai ne commence à courir à partir de la date la plus reculée dans le temps (15 juillet) que lorsque l'une des parties exerce son droit de déclarer la résolution du contrat. Ainsi, la résolution qui découle d'une règle du droit applicable stipulant que certaines circonstances entraînent automatiquement la résolution du contrat n'est pas la même que la résolution qui résulte de la décision prise par une partie de déclarer la résolution du contrat au sens du paragraphe 1. Il y a lieu de noter également que l'article 11 ne s'applique pas lorsque, comme cela est prévu par certains systèmes juridiques, le fait que l'une des parties refuse d'exécuter le contrat ou est déclarée en faillite ou une autre circonstance analogue permet à l'autre partie de déclarer que l'exécution est immédiatement exigible. Le résultat obtenu peut cependant être le même, car une action fondée sur le défaut d'exécution à une date antérieure à celle fixée par le contrat serait alors régie par l'article 9.

II. — Contrats prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés : paragraphe 2

6. Pour ce qui est des actions fondées sur l'inexécution d'un contrat prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés, la solution de l'article 11, paragraphe 2, est la même que celle de l'article 9, paragraphe 3. Le délai de prescription « court, pour chacune des obligations à exécution successive, à partir de la date à laquelle l'inexécution qui les affecte s'est produite ». Cette disposition permettra de résoudre plus facilement les difficultés théoriques que pose la question de savoir si un contrat prévoyant des prestations ou des paiements échelonnés doit ou non être considéré comme

¹ La Convention ne précise pas, bien entendu, à quel moment la résolution doit être notifiée, mais le paragraphe 1 de l'article 11 limite l'application de cette règle aux cas dans lesquels le contrat est déclaré résolu « avant la date fixée pour son exécution ».

constitué par plusieurs contrats distincts. L'exemple ci-après permet d'illustrer le résultat auquel donnera lieu l'application du paragraphe 2 de l'article 11 :

Exemple 11 B : aux termes d'un contrat de vente conclu le 1^{er} juin 1972, le vendeur est tenu de vendre à l'acheteur 2 000 quintaux de sucre, livrables par tranches de 500 quintaux, le 1^{er} juillet, le 1^{er} août, le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre. Chacune des quatre livraisons est effectuée en retard. L'acheteur se plaint au vendeur de ces retards mais ne déclare pas le contrat résolu bien que la loi applicable l'autorise à le faire s'il le désire. Dans ces circonstances, un délai de prescription distinct est applicable au droit fondé sur le retard d'exécution pour chacune des livraisons de juillet, août, septembre et octobre.

7. Toutefois, lorsque l'une des parties déclare le contrat résolu, le paragraphe 2 de l'article 11 stipule que « le délai de prescription de toutes les obligations à exécution successive » court à partir de la date à laquelle la déclaration est adressée à l'autre partie. L'exemple ci-après permet de préciser le sens de cette disposition :

Exemple 11 C : le contrat est le même que dans l'exemple 11 B. La première livraison, effectuée le 1^{er} juillet, s'est avérée si défectueuse lorsque l'acheteur l'a examinée qu'il a pris, à bon droit, deux mesures : il a refusé la livraison défectueuse et il a avisé le vendeur le 5 juillet que le contrat était résolu pour ce qui était des livraisons à venir.

8. Au sens du paragraphe 2, l'acte de l'acheteur qui est à prendre en considération est sa décision de déclarer le contrat résolu pour ce qui est des livraisons à venir. Une fois que le contrat a été déclaré résolu, un seul délai de prescription pour tous les droits relatifs aux différentes prestations (c'est-à-dire aux prestations de juillet, d'août, de septembre et d'octobre) commence à courir à partir de la date à laquelle le contrat a été déclaré résolu, soit le 5 juillet dans le cas pris comme exemple. L'expression « toutes les obligations à exécution successive » désigne toutes les obligations, qu'elles soient antérieures ou postérieures, couvertes ou touchées par la résolution du contrat.

CESSATION DU COURS ET PROLONGATION DU DELAI DE PRESCRIPTION

Article 12

[Procédure judiciaire]

1. Le délai de prescription cesse de courir lorsque le créancier accomplit tout acte qui, d'après la loi de la juridiction saisie, est considéré comme introductif d'une procédure judiciaire contre le débiteur. Il en est de même lorsque le créancier forme au cours d'une procédure déjà engagée une demande qui manifeste son intention de faire valoir son droit contre le débiteur.

2. Aux fins du présent article, une demande reconventionnelle est considérée comme ayant été introduite à la même date que l'acte relatif au droit auquel elle est opposée; toutefois, tant la demande principale que la demande reconventionnelle doivent dériver d'un ou de plusieurs contrats conclus au cours de la même transaction.

COMMENTAIRE

1. Comme cela a déjà été indiqué (introduction, par. 1), l'objet de la convention est essentiellement de déterminer le délai pendant lequel les parties à une vente internationale d'objets mobiliers corporels peuvent intenter une action pour exercer leurs droits ou faire valoir leurs créances. L'article 8 fixe la durée du délai de

prescription. Les articles 23 à 26 précisent les effets de l'expiration du délai; on y trouve notamment énoncée la règle (art. 24, par. 1) selon laquelle « aucun droit ne peut être reconnu ni rendu exécutoire en justice » après l'expiration du délai de prescription. Complétant cet ensemble de dispositions, l'actuel article 12 prévoit que « le délai de prescription cesse de courir » lorsque le créancier introduit une procédure judiciaire contre le débiteur en vue de faire reconnaître son droit (les dispositions concernant les procédures autres que la « procédure judiciaire » — par exemple l'arbitrage et divers types de procédures administratives — figurent aux articles 13 et 14). En somme, pour ce qui est de l'effet de ces diverses dispositions, cela revient à dire qu'une action ne peut être intentée contre le débiteur d'une obligation qu'avant l'expiration du délai de prescription. Néanmoins, en stipulant que le délai de prescription « cesse de courir » lorsqu'une action est intentée, la convention permet de prévoir le cas où l'action intentée n'aboutit pas à une décision sur le fond ou de façon générale, n'aboutit pas pour des raisons de procédure. Voir l'article 15.

2. Le problème que l'article 12 s'efforce de résoudre est celui qui consiste à déterminer le stade de la procédure judiciaire qui doit être atteint avant l'expiration du délai de prescription. Les procédures peuvent être engagées de manières différentes selon les pays. Dans certains pays, une affaire ne peut être mise au rôle

ou plaidée devant un tribunal qu'après l'accomplissement par le demandeur de certains actes préliminaires (tels qu'une « assignation » ou une « demande introductive d'instance »). Dans certains systèmes, les parties (ou leur avocat) peuvent accomplir ces actes sans recourir au tribunal; les actes en question n'en sont pas moins régis par les règles internes de procédure et peuvent être considérés comme des actes introductifs d'une action en justice qui, au regard du droit national, interrompent le cours de la prescription. Dans d'autres Etats, cet effet se produit à différents stades ultérieurs de la procédure.

3. C'est pour ces raisons qu'il n'a pas été possible d'indiquer expressément les actes de procédure requis aux fins de l'application de l'article 12. Le paragraphe 1 se réfère simplement à l'accomplissement par le créancier de « tout acte qui, d'après la loi de la juridiction saisie » est considéré comme introductif d'une procédure judiciaire contre le débiteur en vue de faire reconnaître son droit¹. Aux termes de cet article, si le créancier intentait contre le débiteur une procédure pénale pour fraude (*fraud*), cette action n'empêcherait le délai de courir que si elle était également considérée, en vertu de la loi locale, comme l'introduction par le créancier d'une procédure « qui manifeste son intention de faire valoir son droit ».

4. Le paragraphe 1 est applicable également lorsque le créancier fait valoir un droit au cours d'une procédure déjà engagée contre le débiteur². La date à laquelle l'acte de procédure qui a pour effet d'interrompre le cours de la prescription est accompli, est celle à laquelle le créancier « forme une demande » qui, d'après la loi de la juridiction saisie, manifeste son intention de faire valoir son droit.

5. Le paragraphe 2 de l'article 12 traite de la question de la date à laquelle une demande reconventionnelle³ est considérée comme

¹ Un représentant a été d'avis que la solution de l'article 12, paragraphe 1, pouvait rendre difficile la détermination de la date exacte à laquelle le délai de prescription cessait de courir — voir l'article 29.

² La question de savoir si une demande nouvelle peut être formée dans une instance pendante et quels sont les effets qui s'y attachent relève de la loi du for.

³ Les termes « demande reconventionnelle », au paragraphe 2, s'entendent compte tenu des termes « procédure judiciaire » en vue de faire reconnaître un droit utilisé au paragraphe 1. Au cours de cette procédure judiciaire, les conclusions présentées dans la demande reconventionnelle peuvent être admises sur certains points et peuvent même

ayant été introduite. Il peut être examiné dans le contexte de l'exemple suivant :

Exemple 12 A : le vendeur intente une action contre l'acheteur, le 1^{er} mars 1970. Au cours de cette procédure, l'acheteur oppose une demande reconventionnelle le 1^{er} décembre 1970. Le délai de prescription applicable à la demande reconventionnelle opposée par l'acheteur aurait dû, normalement, avoir expiré le 1^{er} juin 1970.

6. La question qui se pose ici est de savoir si la demande reconventionnelle de l'acheteur doit être considérée comme ayant été introduite : a) le 1^{er} mars, date à laquelle l'action du vendeur a été intentée; ou b) le 1^{er} décembre 1970, date à laquelle la demande reconventionnelle de l'acheteur a été effectivement formée.

7. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 12, c'est la solution a qui est retenue. On a retenu cette solution par souci d'efficacité et d'économie, car elle encourage les jonctions d'instances et évite que des actions distinctes ne soient introduites par nécessité d'agir vite.

8. Cette disposition s'applique lorsque la demande principale formée par le vendeur et la demande reconventionnelle formée par l'acheteur dérivent du même contrat ou de contrats conclus au cours de la même transaction⁴. L'acheteur ne bénéficie pas du même avantage lorsque le droit qu'il invoque contre le vendeur est fondé sur un contrat différent de celui dont découle le droit du vendeur contre l'acheteur; dans ce cas, l'acheteur devrait introduire sa demande reconventionnelle avant l'expiration du délai des prescriptions, qui lui est propre. L'acte considéré comme introductif d'une demande reconventionnelle est déterminée selon les mêmes principes que ceux qui ont été exposés aux paragraphes 3 et 4 du présent commentaire, à propos de l'acte introductif visé au paragraphe 1 de l'article 12.

anéantir partiellement ou totalement les conclusions du demandeur; quant à la possibilité d'invoquer un droit comme moyen de défense, après l'expiration du délai de prescription de ce droit, pour l'opposer par voie de compensation à tout droit revendiqué par l'autre partie, elle est prévue par l'article 24, paragraphe 2. La question de savoir si la présentation d'une demande reconventionnelle constitue une procédure acceptable relève, bien entendu, de la loi du for.

⁴ Lorsque, par exemple, le demandeur intente une action fondée sur un contrat de distribution et que le défendeur forme une demande reconventionnelle fondée sur une promesse de vente, les deux demandes peuvent être considérées comme dérivant de contrats conclus « au cours de la même transaction ».

Article 13

[Arbitrage]

1. Lorsque les parties sont convenues de soumettre leur différend à l'arbitrage, le délai de prescription cesse de courir à partir de la date à laquelle l'une des parties engage la procédure d'arbitrage de la manière prévue par la convention d'arbitrage ou par la loi applicable à celle-ci.

2. En l'absence de toute disposition à cet égard, la procédure d'arbitrage est réputée engagée à la date à laquelle la demande d'arbitrage est notifiée à la résidence habituelle ou à l'établissement de l'autre partie ou à défaut, à sa dernière résidence ou son dernier établissement connus.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent nonobstant toute disposition de la convention d'arbitrage prévoyant qu'aucun droit ne prendra naissance tant qu'une sentence arbitrale n'aura pas été rendue.

COMMENTAIRE

1. L'article 13 est applicable à l'arbitrage fondé sur un compromis¹. L'article 12 s'en rapporte aux diverses législations nationales pour ce qui est de définir à quel moment de l'introduction d'une procédure judiciaire le cours du délai de prescription se trouve interrompu. Le même principe n'est pas applicable dans le cas des procédures d'arbitrage visées à l'article 13 car, dans de nombreux pays, les parties sont libres de convenir de la façon dont ces procédures seront engagées. L'article 13¹ dispose donc que la question de savoir quels sont les actes introductifs d'une procédure d'arbitrage sera tranchée « par la convention d'arbitrage ou par la loi applicable à celle-ci ».

¹ L'article 13 ne s'applique que lorsque les parties « sont convenues de soumettre leur différend à l'arbitrage ». L'« arbitrage » obligatoire, ne résultant pas d'un accord entre les parties, serait qualifié de « procédure judiciaire » aux fins de la convention. Voir art. 1, par. 3, e, et 12. Au sujet de l'interprétation de la convention dans le sens de l'uniformité, par opposition au recours à la terminologie nationale, voir l'article 7 et le commentaire relatif à cet article.

2. Si la convention d'arbitrage ou la loi applicable ne prescrit pas la manière dont la procédure d'arbitrage est introduite, l'élément déterminant, aux termes du paragraphe 2, sera la date à laquelle « la demande d'arbitrage est notifiée à la résidence habituelle ou à l'établissement de l'autre partie » ou, à défaut, à sa dernière résidence ou à son dernier établissement connus. Aux termes du paragraphe 2, la demande doit être « notifiée » au lieu désigné. Ainsi les risques en cours de transmission incombent à l'auteur de la demande mais celui-ci n'est pas tenu d'établir que ladite demande a été remise aux mains de l'autre partie; il serait en effet difficile, dans la pratique, de prouver qu'une personne nommément désignée a reçu la demande notifiée à l'adresse indiquée.

3. Le paragraphe 3 a trait aux effets de l'insertion dans la convention d'arbitrage d'une clause prévoyant « qu'aucun droit ne prendra naissance tant qu'une sentence arbitrale n'aura pas été rendue ». Aux termes du paragraphe 3, une clause en ce sens ne fait pas obstacle à l'application de l'article 13; elle est sans effet sur le cours de la prescription et elle est sans effet également pour ce qui est de déterminer l'acte susceptible d'interrompre la prescription aux termes de la présente convention. En revanche, le paragraphe 3 ne prend aucunement position quant à la validité de ces clauses en vertu des droits nationaux. (Voir l'article 21, paragraphe 3, et les paragraphes 5 et 6 du commentaire relatif à cet article.)

Article 14

[Procédures engagées à la suite d'un décès, d'une faillite ou d'autres circonstances analogues]

Dans toute procédure autre que celles prévues aux articles 12 et 13, le délai de prescription cesse de courir lorsque le créancier fait valoir son droit afin d'en obtenir la reconnaissance ou l'exécution, à moins que la loi régissant cette procédure n'en dispose autrement.

Il en est ainsi notamment des procédures introduites à l'occasion :

- a) Du décès ou de l'incapacité du débiteur;
- b) De la faillite ou de l'insolvabilité du débiteur;
- c) De la dissolution ou de la liquidation d'une société, association ou groupement.

s'appliquerait donc dans le cas d'une procédure tendant à la nomination d'un syndic ou dans celui de la réorganisation d'une société. De telles procédures diffèrent souvent des procédures judiciaires ou des procédures d'arbitrage ordinaires en ce qu'elles ne peuvent pas être engagées par un seul créancier; en revanche, il se peut que les créanciers aient la possibilité de faire valoir leur créance dans le cadre de la procédure déjà engagée. Par conséquent, l'article 14 dispose que le délai de prescription cesse de courir « lorsque le créancier fait valoir son droit afin d'en obtenir la reconnaissance ou l'exécution ». L'article 14 comporte toutefois une réserve : « à moins que la loi régissant cette procédure n'en dispose autrement ». On estime cette réserve nécessaire car il peut fréquemment arriver que les créanciers tiennent compte des dispositions du droit national applicables à ces procédures telles que les règles fixant le délai dans lequel les créanciers peuvent faire valoir leurs droits. Si l'on ne se conformait pas aux dispositions de la loi locale, les créanciers pourraient se méprendre sur leurs droits.

COMMENTAIRE

1. L'article 14 énonce la règle applicable pour toutes les procédures autres que celles dont il est question aux articles 12 et 13. Parmi ces procédures figurent notamment celles qui sont relatives à la répartition d'une masse à la suite d'un décès, d'une faillite ou de la dissolution ou de la liquidation d'une société et qui sont mentionnées aux alinéas a à c de l'article 14. Il convient de noter que la liste des procédures énumérées aux alinéas a à c n'est pas limitative et que l'article 14 s'applique dans le cas de « toute procédure autre que celles prévues aux articles 12 et 13 ». Cet article

2. Comme on l'a fait observer (par. 3 du commentaire relatif à l'article premier), la convention ne s'applique qu'à la prescription des actions et à l'extinction des droits entre des parties à une vente internationale. Pour ce qui est des types de procédures visés à l'article 14 et qui portent sur la répartition d'une masse (comme dans le cas de la faillite), la prescription peut affecter les droits de tiers. Dans ce cas, l'effet de cette prescription n'est pas réglé par la convention et relève de la loi nationale applicable.

Article 15

[Procédures n'aboutissant pas à une décision quant au fond]

1. Lorsqu'une procédure a été introduite conformément aux articles 12, 13 et 14 avant l'expiration du délai de prescription, celui-ci est réputé avoir continué de courir si la procédure s'est terminée sans qu'une décision n'ait été définitivement rendue.

2. Lorsqu'à la fin de cette procédure, le délai de prescription était expiré ou devait expirer dans moins d'un an, le créancier bénéficie d'un délai d'un an à partir de la fin de la procédure, à moins que celle-ci ne se termine par un désistement de l'action ou par la péremption.

COMMENTAIRE

1. L'article 15 concerne les problèmes qui se posent lorsque la procédure engagée par le créancier n'aboutit pas à une décision

quant au fond. Aux termes des articles 12, paragraphe 1, 13, 1 et 14, lorsqu'un créancier engage une procédure en vue de faire valoir son droit, le délai de prescription « cesse de courir »; on pourrait déduire de l'absence de toute autre disposition que, si le créancier engage une procédure avant l'expiration du délai de prescription, ce dernier n'expirera jamais. Des règles complémentaires s'imposent donc lorsque la procédure n'aboutit pas à une décision quant au fond. Diverses raisons peuvent faire qu'une procédure se termine sans qu'une décision n'ait été définitivement rendue quant au fond : la procédure peut être déclarée irrecevable parce que le tribunal saisi est incompétent ou parce qu'un vice de procédure s'oppose à ce qu'une décision soit rendue quant au fond; une juridiction supérieure appartenant au même système judiciaire peut déclarer la juridiction inférieure incompétente; une procédure d'arbitrage peut être suspendue ou écartée par une autorité judiciaire du même ressort; par ailleurs, il se peut qu'une procédure n'aboutisse pas à

une décision définitive quant au fond parce que le créancier s'abstient de donner suite à son action ou se désiste de sa demande. L'article 15 permet de régler ces cas et tous ceux dans lesquels « la procédure s'est terminée sans qu'une décision n'ait été définitivement rendue ». La règle est alors que le délai de prescription « est réputé avoir continué de courir »; les dispositions des articles 12, 13 ou 14 sur la cessation du cours du délai de prescription ne sont alors pas applicables.

2. Cependant, l'article 15 tient compte du fait qu'un certain temps peut s'écouler après que le créancier a engagé la procédure avant que celle-ci ne se termine sans qu'une décision n'ait été définitivement rendue quant au fond en raison de l'incompétence du tribunal ou d'un vice de procédure. Si la procédure se termine après l'expiration du délai de prescription, le créancier risque de ne plus pouvoir engager une nouvelle procédure; si elle se termine peu de temps avant l'expiration du délai, le créancier risque de ne pas avoir le temps d'engager une nouvelle procédure¹. Pour résoudre ces problèmes, l'article 15, paragraphe 2, stipule : « Lorsqu'à la fin de cette procédure, le délai de prescription était expiré ou devait expirer dans moins d'un an, le créancier bénéficie d'un délai d'un an à partir de la fin de la procédure ».

3. On ne peut cependant pas faire dépendre la prolongation du délai de la volonté de l'une des parties en cause et donner l'avantage à un créancier qui se serait volontairement désisté. C'est pourquoi l'article 15, paragraphe 2, dispose également que le délai de pres-

¹ La question de savoir s'il est possible d'engager une deuxième procédure pour faire valoir le même droit relève naturellement de la loi du for.

cription n'est pas prolongé lorsque la procédure « se termine par un désistement de l'action ou par la péremption »².

4. L'application de cette règle peut être illustrée par un exemple:

Exemple 15 A : la créance de A contre B est née le 1^{er} juin 1970, et le délai de prescription a commencé à courir à la même date. A engage une procédure contre B le 1^{er} juin 1972. A s'abstient de donner suite à la procédure ou se désiste de sa demande le 1^{er} juin 1973.

Dans ce cas, A a jusqu'au 1^{er} juin 1974 pour engager une deuxième procédure. (Si A avait interrompu la procédure après le 1^{er} juin 1974, sa créance serait déjà prescrite et toute autre procédure serait impossible.)

5. La prolongation doit être refusée non seulement dans les cas d'interruption ou de désistement exprès, mais aussi lorsque l'abstention du demandeur aboutit à la « péremption » de la procédure. Aux termes de cette disposition, une prolongation peut être impossible lorsque les règles de procédure du for prévoient que la procédure se termine automatiquement si le demandeur s'abstient de donner suite à son action. En général, aucune prolongation n'est accordée lorsque la procédure s'est terminée parce que le créancier a décidé de ne pas y donner suite.

² Quelques membres de la Commission ont été d'avis que la prolongation prévue à l'article 15, paragraphe 2, ne devrait être accordée que si le créancier a agi de bonne foi et a engagé la procédure avec la diligence voulue. Mais d'autres ont pensé que le risque de voir la règle de l'article 15, paragraphe 2, aboutir à l'octroi de prolongations abusives était surtout théorique en raison des frais élevés généralement occasionnés par de telles procédures; par ailleurs, le risque que des abus soient commis serait compensé par la certitude conférée à la règle en évitant les problèmes difficiles qui se posent en matière de preuve de la « bonne foi ».

Article 16

[Procédure engagée dans un Etat différent; prolongation en cas de non-reconnaissance d'un jugement étranger]

[1. Lorsque le créancier a obtenu dans un Etat une décision sur le fond à la suite d'une procédure, engagée conformément aux articles 12, 13 et 14, avant l'expiration du délai de prescription, et que, nonobstant cette décision, il peut, d'après la loi applicable, introduire une nouvelle procédure dans un autre Etat pour faire valoir le même droit, le délai de prescription à cet égard est réputé ne pas avoir cessé de courir en vertu desdits articles; le créancier dispose, en tout cas, d'un délai supplémentaire d'un an à partir de la décision.]

2. Lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue dans un Etat est refusée dans un autre Etat, le délai de prescription de la demande initiale du créancier est réputé ne pas avoir cessé de courir en vertu des articles 12, 13 et 14; le créancier dispose, en tout cas, d'un délai supplémentaire d'un an à partir du refus.]

COMMENTAIRE

1. Cet article a trait aux cas dans lesquels le créancier a obtenu une décision sur le fond dans un Etat et veut, soit engager une nouvelle procédure dans un autre Etat pour faire valoir le même droit (par. 1), soit obtenir l'exécution de la décision rendue dans un autre Etat (par. 2). Il se pose à cet égard des problèmes difficiles, car les Etats ne reconnaissent et n'exécutent les décisions rendues dans un autre Etat que sous certaines conditions.

I. — *Introduction d'une nouvelle procédure dans un autre Etat : paragraphe 1*

2. Lorsque le créancier pense que la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue dans un Etat sera refusée dans un autre Etat, il doit y engager une nouvelle procédure pour faire valoir le même droit. Il se peut également que le créancier estime plus facile d'engager une nouvelle procédure fondée sur le même droit que d'entreprendre la tâche compliquée de faire reconnaître la validité de la première décision. Il arrive également qu'un créancier à l'encontre duquel a été rendue une décision sur le fond défavorable, envisage de faire valoir à nouveau son droit dans un autre Etat, s'il est autorisé à y engager une nouvelle procédure. Certaines normes juridiques fondées sur le principe de l'autorité de la chose jugée ou sur celui de l'extinction des droits dont il a été tenu compte dans un jugement, ou sur d'autres principes analogues, s'opposent à ce que le créancier fasse valoir le même droit après qu'une décision a été rendue sur le fond, même si elle l'a été dans un autre Etat. L'application de ces dispositions ne pose peut-être pas de problèmes à l'intérieur d'un même Etat, mais elle peut être incertaine sur le plan international.

3. Le paragraphe 1 de l'article 16 dispose que lorsque le créancier peut, d'après la loi applicable, engager une procédure dans un autre Etat pour faire valoir à nouveau le même droit, « le délai de prescription à cet égard est réputé ne pas avoir cessé de courir en vertu desdits articles [art. 12, 13 ou 14] » et que le créancier dispose pour engager une nouvelle procédure dans le deuxième Etat d'un délai supplémentaire d'un an à partir de la date à laquelle la décision a été rendue dans le premier Etat.

4. Comme on l'a expliqué précédemment, les articles 12, paragraphe 1, 13, paragraphe 1, et 14 de la Convention disposent que

lorsqu'un créancier engage une procédure pour faire valoir son droit, le délai de prescription « cesse de courir »; si un créancier engageait une procédure pour faire valoir son droit dans un Etat avant l'expiration du délai de prescription, on pourrait penser, en l'absence de toute autre disposition, que le délai de prescription n'expirerait jamais, même dans les autres Etats (voir l'article 29 et le commentaire relatif à cet article). En conséquence, on a introduit à l'article 16, paragraphe 1, le membre de phrase « est réputé ne pas avoir cessé de courir » afin que le délai de prescription puisse expirer. Le même paragraphe prévoit également que le créancier dispose d'un délai supplémentaire (un an à partir de la date à laquelle la décision a été rendue dans le premier Etat) pour engager une nouvelle procédure dans le deuxième Etat. En somme, l'article 16, paragraphe 1, dispose que le créancier ne peut engager une nouvelle procédure que dans un délai d'un an à partir de la décision rendue dans le premier Etat.

5. Il convient de noter que l'article 16, paragraphe 1, n'exige pas que l'Etat dans lequel la première décision a été rendue soit un Etat contractant.

II. — Prolongation en cas de non-reconnaissance ou de refus d'exécution d'un jugement étranger : paragraphe 2

6. Lorsque le créancier a obtenu une décision définitive sur le fond dans un Etat, mais que la reconnaissance ou l'exécution du jugement ou de la sentence est refusée dans un autre Etat, le paragraphe 2 de l'article 16 lui accorde un délai « d'un an à partir du refus » pour engager une procédure dans le deuxième Etat en vue

d'y faire valoir son droit¹. La disposition de l'article 16, paragraphe 2, s'applique dans tous les cas où la reconnaissance ou l'exécution d'une décision définitive « est refusée » dans un autre Etat. Les raisons motivant ce refus de reconnaître le jugement définitif peuvent varier. Un motif important peut être l'absence d'accord entre les Etats intéressés concernant la reconnaissance des jugements ou des sentences.

7. Il convient de noter que, comme c'est le cas pour l'article 16, paragraphe 1, l'article 16, paragraphe 2, s'applique même si l'Etat qui a rendu la décision initiale n'est pas un Etat contractant.

On a placé l'article 16 entre crochets pour indiquer que la Commission n'a pas pu arriver à un consensus et en approuver les dispositions².

¹ Un représentant a craint qu'en accordant un délai d'un an « à partir du refus » on ne prolonge indéfiniment la durée totale du délai, car le « refus » peut n'avoir lieu qu'assez longtemps après que la décision a été rendue dans le premier Etat, et l'on irait ainsi à l'encontre du fondement même de la prescription. Selon ce représentant, il faudrait fixer au moins une date limite si l'on voulait conserver cette disposition. Voir cependant l'article 22 et le commentaire relatif à cet article. Voir également la note 2 ci-après. Un autre représentant a estimé qu'il serait préférable de prévoir un délai supplémentaire de quatre ans à partir de la date à laquelle la décision a été rendue dans le premier Etat, mais, dans un esprit de compromis, il a accepté la formule actuelle.

² Plusieurs représentants ont estimé que l'on devait supprimer l'article 16, paragraphe 1; et un petit nombre d'entre eux ont également proposé de supprimer l'article 16 paragraphe 2. Un représentant a proposé d'insérer la disposition suivante au début de l'article 16 [voir art. 5, d] : « Lorsqu'une décision sur le fond a été rendue dans une procédure, la prescription de tout droit fondé sur cette décision sera régie par la loi applicable à ce délai de prescription. »

Article 17

[Débiteurs solidaires; recours]

[1. Une procédure introduite contre un débiteur fait cesser le cours de la prescription à l'égard d'un codébiteur solidaire, si le créancier informe ce dernier par écrit de l'introduction de la procédure, avant l'expiration du délai de prescription prévu par la présente Convention.

2. Lorsqu'une procédure est introduite par un sous-acquéreur contre l'acheteur, le délai de prescription prévu par la présente Convention cesse de courir, quant au recours de l'acheteur contre le vendeur, si l'acheteur a informé par écrit le vendeur, avant l'expiration dudit délai, de l'introduction de la procédure.

3. Dans les cas prévus au présent article, le créancier ou l'acheteur doit introduire une procédure contre le codébiteur solidaire ou contre le vendeur, dans le délai qui se termine le plus tard soit du délai de prescription prévu à la présente Convention soit au délai d'un an à partir de l'introduction de la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2.]

COMMENTAIRE

I. — Effet de l'introduction d'une procédure contre un débiteur solidaire : paragraphe 1

1. Le paragraphe 1 de l'article 17 a pour objet de répondre aux questions qui peuvent se poser dans la situation ci-après : deux personnes (A et B) sont solidairement responsables de l'exécution d'un contrat de vente. L'autre partie (P) engage une procédure contre A avant l'expiration du délai de prescription. Quel est l'effet

de la procédure que P a engagée contre A en ce qui concerne le délai de prescription de la créance de P contre B?

2. Dans certains systèmes juridiques, l'introduction d'une procédure contre A interrompt également le cours du délai de prescription applicable à la créance de P contre B. Dans d'autres systèmes, l'introduction d'une procédure contre A ne produit aucun effet en ce qui concerne le cours du délai de prescription applicable à B. Il est donc souhaitable d'énoncer une règle uniforme sur ce point. La règle selon laquelle l'introduction d'une procédure contre A n'a pas d'effet sur le cours du délai de prescription applicable à B entraîne certaines difficultés d'ordre pratique. En pareil cas, le créancier (P) a intérêt à engager simultanément une procédure contre A et contre B avant l'expiration du délai de prescription, tout au moins lorsqu'il a des raisons de douter de la capacité financière de A d'exécuter le jugement. Lorsque A et B relèvent de juridictions différentes, il ne serait pas possible d'engager une procédure unique contre l'un et l'autre, et l'introduction de procédures distinctes dans des juridictions différentes, dans le seul but d'éviter que le délai de prescription applicable au deuxième débiteur (B) ne vienne à expiration, suppose des dépenses qui sont inutiles si A est en mesure d'exécuter le jugement.

3. L'article 17, paragraphe 1, dispose qu'une procédure introduite contre A « fait cesser le cours de la prescription » à l'égard non seulement de A mais également de B. Il convient de noter que l'article 17, paragraphe 1, ne s'applique que lorsque le créancier informe B par écrit, avant l'expiration du délai de prescription, de l'introduction d'une procédure contre A. Cette notification écrite permet à B, si tel est son désir, d'intervenir dans la procédure contre A ou d'y participer¹.

¹ Un représentant a estimé qu'il serait souhaitable que la Convention contienne une disposition générale relative à la signification aux fins

II. — Recours : paragraphe 2

4. Le paragraphe 2 s'applique à des situations telles que la suivante : A vend des marchandises à B, qui les revend à C. C engage une procédure contre B en se fondant sur un vice des marchandises. En pareil cas, s'il est fait droit à la créance de C contre B, B pourra être amené à se retourner contre A.

5. Si C engage une procédure contre B alors que le délai de prescription de la créance de B contre A est près d'expirer, B ne disposera peut-être pas du temps nécessaire pour préparer l'introduction d'un recours contre A ; si B ne bénéficie pas d'une protection satisfaisante en pareille situation, il se trouvera conduit à engager une procédure formelle afin de sauvegarder son droit de recours contre A, alors même que la nécessité d'un tel recours est hypothétique. En conséquence, l'article 17, paragraphe 2, dispose que lorsque le sous-acquéreur C engage une procédure contre B le délai de prescription « cesse de courir » quant au recours de B contre A³.

6. Il convient cependant de noter que le délai de prescription applicable à la créance de B contre A ne « cesse de courir » que si B « a informé par écrit le vendeur (A) avant l'expiration dudit délai, de l'introduction de la procédure »⁴. Par conséquent, si C engage une procédure contre B⁴ après l'expiration du délai de prescription applicable au recours de B contre A tel qu'il est fixé par la Convention, l'article 17, paragraphe 2, ne protégera plus B⁵.

de l'application du titre premier. Il a proposé d'insérer après l'article 28 la disposition ci-après :

« Article 28 A. En l'absence de toute autre disposition à l'effet du contraire, toute notification ou tout acte devant être signifié à une personne en application de l'une quelconque des dispositions de la présente Convention est réputé avoir été signifié aux fins de la présente Convention lorsqu'il a été déposé à l'établissement de ladite personne ou, en l'absence d'un tel établissement, à sa résidence habituelle ou, en l'absence de l'un et de l'autre, à son dernier établissement ou résidence connus. »

³ Un petit nombre de représentants ont estimé que l'insertion dans cet article d'une disposition concernant l'action du sous-acquéreur allait à l'encontre du but recherché par la Convention et qu'elle était notamment incompatible avec la définition de son champ d'application.

⁴ Voir la note 1 ci-dessus.

⁵ Dans bien des cas, la vente conclue entre B et C sera une vente interne pour laquelle la Convention ne fixe aucun délai de prescription.

⁶ Des actions en recours peuvent fréquemment être intentées bien après la date à laquelle A a initialement vendu les marchandises à B. Vu la durée du délai de prescription fixé par la Convention pour les actions fondées sur un vice ou sur un défaut de conformité des marchan-

dis, il se peut que la protection offerte par l'article 17, paragraphe 2, quant aux actions de recours ne présente qu'un intérêt limité.

III. — Délai pour l'introduction d'une procédure contre des débiteurs solidaires ou contre le vendeur : paragraphe 3

7. L'interruption du cours de la prescription prévue aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 est soumise à une autre restriction importante contenue dans le paragraphe 3 : pour que le créancier ou l'acheteur soit en droit de bénéficier de la protection prévue aux articles 17, paragraphe 1 ou 2, il doit introduire une procédure contre le codébiteur solidaire ou contre le vendeur « dans le délai qui se termine le plus tard soit du délai de prescription prévu à la présente convention, soit du délai d'un an à partir de l'introduction de la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 ». Ainsi, pour reprendre l'exemple cité au paragraphe 1 ci-dessus, si P engage une procédure contre A au cours de la dernière année du délai de prescription, il doit également engager une procédure contre B dans l'année suivant la date de l'introduction de la procédure contre A ; dans le cas où P exercerait son action contre A avant la dernière année du délai de prescription, la protection prévue aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 ne présente aucun intérêt car c'est le « délai de prescription prévu à la présente convention » qui est applicable, en tout état de cause, à l'action de P contre B⁶.

8. Les dispositions de l'article 17, et en particulier celles des paragraphes 2 et 3, représentent un compromis entre des thèses extrêmement divergentes. La question de savoir s'il est nécessaire d'insérer ces dispositions est restée en suspens. C'est pourquoi la Commission a décidé de placer cet article entre crochets.

Un représentant a proposé d'accorder un délai supplémentaire d'un an à l'acheteur même dans les cas où une procédure est engagée contre lui par un sous-acquéreur dans les deux ans précédant l'expiration du délai de prescription prévu par la Convention. Cette proposition était motivée par le fait qu'il est probable que le sous-acquéreur n'engagera la procédure qu'assez longtemps après la vente initiale, surtout lorsque le droit national prévoit un délai de prescription plus long pour les ventes ne présentant pas un caractère international.

Article 18

[Ouverture d'un nouveau délai par notification d'un acte]

1. Lorsque le créancier accomplit, dans l'Etat où le débiteur a son établissement et avant l'expiration du délai de prescription, un acte autre que ceux prévus aux articles 12, 13 et 14 qui, d'après la loi de cet Etat, a pour effet de rouvrir le délai initial de prescription, un nouveau délai de quatre ans commence à courir à partir de la date fixée par cette loi. Toutefois, le délai de prescription ne peut être prolongé au-delà de quatre ans à partir de la date à laquelle il aurait expiré conformément aux articles 8 à 11.

2. Si le débiteur a des établissements dans plus d'un Etat ou s'il n'a pas d'établissement, les dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, sont applicables.

COMMENTAIRE

1. Dans certains systèmes juridiques, certains actes du créancier, par exemple le fait d'adresser une mise en demeure, peuvent inter-

rompre le cours de la prescription et avoir pour effet de rouvrir le délai de prescription initial, alors même que ces actes ne sont pas liés à l'introduction d'une procédure. Dans certains systèmes, une lettre ou même une mise en demeure verbale peut suffire. Dans d'autres, ce n'est qu'en engageant une procédure que le créancier peut interrompre le cours de la prescription. L'article 18 représente un compromis entre ces deux solutions. Dans une certaine mesure, cet article admet le maintien de la procédure à laquelle les parties sont habituées dans certains systèmes juridiques. D'un autre côté, il repose sur l'idée qu'il ne faut pas favoriser le créancier en l'autorisant à interrompre le cours de la prescription grâce à une procédure locale que les débiteurs peuvent mal connaître. En conséquence, l'article 18 ne s'applique que si le créancier accomplit un tel acte « dans l'Etat où le débiteur a son établissement » avant l'expiration du délai de prescription prévu par la Convention¹. L'on peut noter que l'article 18 ne s'applique que

¹ Un petit nombre de représentants se sont déclarés hostiles à l'article 18, qui introduit un élément peu compatible avec l'uniformité. Selon l'un des représentants, l'article 18 devrait au moins énumérer les actes qui peuvent produire de tels effets.

lorsque (en l'absence des dispositions de la Convention) l'acte accompli par le créancier « aurait pour effet de rouvrir » le délai de prescription prévu par la législation de l'État intéressé. En conséquence, si les règles du droit national prévoient qu'un acte de ce genre aura pour effet d'ouvrir un délai supplémentaire plus court et non pas de « rouvrir le délai initial de prescription », ce sont ces règles qui s'appliquent en vertu de l'article 18².

2. Aux termes de l'article 18, un acte de ce genre a pour effet qu'un « nouveau délai de quatre ans » commence à courir à partir

² Si, d'après la loi d'un Etat, un acte n'a « pour effet de rouvrir le délai initial de prescription » que sous certaines conditions et si ces conditions sont remplies, elles ne s'opposent pas à l'application de l'article 18.

de la date à laquelle le délai de prescription aurait été rouvert d'après le droit national, en l'absence des dispositions de la Convention. L'article 18, paragraphe 1, contient une réserve et fixe une date limite au-delà de laquelle le délai de prescription ne saurait être prolongé. Il convient de noter que cette conséquence est différente de celle que produit l'introduction d'une procédure (art. 12, 13 et 14); lorsqu'une procédure est engagée, le délai « cesse de courir » sous réserve des aménagements à cette règle prévus aux articles 15 à 17.

3. Le paragraphe 2 de l'article 18 indique que ce sont les dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, qui s'appliquent lorsque le débiteur a des établissements dans plus d'un État ou quand il n'a pas d'établissement.

Article 19

[Reconnaissance de dette]

1. Lorsque, avant l'expiration du délai de prescription, le débiteur reconnaît par écrit son obligation envers le créancier, un nouveau délai de prescription de quatre ans commence à courir à partir de ladite reconnaissance.

2. Le paiement des intérêts ou l'exécution partielle d'une obligation par le débiteur a le même effet pour l'application du paragraphe 1 qu'une reconnaissance, s'il peut raisonnablement être déduit de ce paiement ou de cette exécution que le débiteur reconnaît son obligation.

COMMENTAIRE

1. Le fondement de la prescription est essentiellement d'éviter que des actions ne soient engagées à une date si tardive que la preuve ne devienne difficile et également d'assurer une certaine sécurité dans les relations juridiques. Dans ces conditions, il est normal de prolonger le délai de prescription, lorsque le débiteur reconnaît son obligation envers le créancier avant l'expiration du délai initial, et c'est pourquoi le paragraphe 1 de l'article 19 stipule que cette reconnaissance ouvre un nouveau délai de quatre ans.

2. Le fait qu'un nouveau délai de prescription commence à courir peut influencer sur les droits du débiteur; en conséquence, le paragraphe 1 exige que la reconnaissance soit constatée par écrit. Un écrit du débiteur confirmant une reconnaissance antérieure faite

oralement deviendrait une « reconnaissance de dette » au sens de l'article 19. L'article 1, paragraphe 3, g, précise le sens du mot « écrit ». Bien entendu, la « reconnaissance » de la dette initiale peut se rapprocher d'une transaction donnant naissance à une nouvelle dette (parfois dénommée « novation ») qui, aux termes de la loi applicable, peut être indépendante de l'obligation initiale, de sorte que la transaction initiale n'a pas à être prouvée pour demander l'exécution de la nouvelle obligation. Il se peut que la loi applicable n'exige pas que cette « novation » soit constatée par un écrit; la règle posée à l'article 19, qui stipule que la « reconnaissance » doit se faire par écrit, ne porte aucunement atteinte aux règles de la loi applicable relatives à la « novation ».

3. Le paragraphe 2 a trait au paiement des intérêts et à l'« exécution partielle d'une obligation », lorsqu'on peut déduire de ces actes que le débiteur reconnaît son obligation. Dans les deux cas, le nouveau délai ne commence à courir que pour l'obligation qu'on estime que le débiteur a reconnue en accomplissant ces actes. Le paiement partiel d'une dette est l'exemple le plus caractéristique de l'exécution partielle, mais le paragraphe 2 est rédigé en termes assez généraux pour englober d'autres actes constituant une exécution partielle par exemple la réparation partielle par le vendeur d'une machine défectueuse. Il va de soi que pour savoir s'il y a eu reconnaissance en l'espèce et, dans l'affirmative, pour connaître l'étendue de l'obligation ainsi reconnue, il faudra considérer les faits à la lumière de la règle énoncée à l'article 19.

Article 20

[Prolongation en raison de l'impossibilité d'engager une procédure]

Lorsqu'en raison de circonstances qui ne lui sont pas imputables et qu'il ne pouvait ni éviter ni surmonter, le créancier est dans l'impossibilité de faire cesser le cours de la prescription, le délai est prolongé d'un an à partir du moment où lesdites circonstances ont cessé d'exister. Toutefois, le délai de prescription ne peut être prolongé au-delà de quatre ans à partir de la date à laquelle il aurait expiré conformément aux articles 8 à 11.

COMMENTAIRE

1. L'article 20 prévoit une prolongation limitée du délai de prescription lorsque des circonstances qui ne lui sont pas imputables empêchent le créancier d'engager une procédure. Cette situation

est fréquemment désignée par les termes de « force majeure » ou d'« impossibilité ». Cependant, l'article 20 n'utilise pas ces expressions, auxquelles les divers systèmes juridiques donnent des sens différents. Le critère fondamental qui est retenu est donc, non pas la notion de « force majeure » ou d'« impossibilité », mais la question de savoir si le créancier « est dans l'impossibilité » de prendre des mesures appropriées¹. Les restrictions ci-après, destinées à éviter une interprétation trop libérale de cet article, interdisent toute prolongation du délai de prescription : 1) lorsque les circonstances qui ont empêché le créancier d'interrompre la prescription lui sont

¹ Les articles 12, 13 et 14 prévoient que le délai de prescription « cesse de courir » lorsque le créancier engage une procédure pour faire valoir son droit. Le présent article, en prévoyant le cas où le créancier est dans l'impossibilité « de faire cesser le cours de la prescription », se réfère à l'accomplissement des actes visés par les articles 12, 13 et 14.

« imputables »; 2) lorsque le créancier aurait pu éviter ou surmonter les circonstances en question; De nombreux types de circonstances « qui ne lui sont pas imputables » peuvent empêcher le créancier d'engager une procédure et par conséquent justifier une prolongation du délai de prescription.

Il peut s'agir par exemple d'un état de guerre ou de l'interruption des communications; du décès ou de l'incapacité du débiteur lorsqu'il n'a pas encore été nommé d'administrateur des biens du *de cuius* ou de l'incapable (voir l'article 14); d'une fausse déclaration ou d'une dissimulation, par le débiteur, de son identité ou de son adresse ayant empêché le créancier d'engager une procédure; d'un dol commis après la conclusion du contrat, par exemple de la dissimulation d'un vice de la chose².

² Pour ce qui est des effets d'un dol commis lors de la conclusion du contrat ou au cours des négociations qui l'ont précédée, voir l'article 9, paragraphe 2.

2. Il n'y a pas de raison de prolonger le délai de prescription lorsque les circonstances qui ont empêché l'introduction d'une procédure ont cessé d'exister assez longtemps avant l'expiration du délai. Il n'y a pas non plus de raison de prolonger le délai plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour permettre au créancier d'engager une procédure afin de faire reconnaître sa créance. C'est pourquoi le délai de prescription est prolongé d'un an à partir de la date à laquelle les circonstances en question ont cessé d'exister. Ainsi, si l'empêchement cesse d'exister alors que le délai de prescription a déjà expiré ou doit expirer dans moins d'un an, le créancier a droit à un nouveau délai d'un an à partir de la date à laquelle l'empêchement a cessé d'exister.

3. La dernière phrase de l'article 20 fixe le délai au-delà duquel il n'est plus possible, quelles que soient les circonstances, de prolonger le délai de prescription.

MODIFICATION DU DELAI DE PRESCRIPTION PAR LES PARTIES

Article 21

[*Modification par les parties*]

1. Le délai de prescription ne peut être modifié ni son cours changé par une déclaration des parties ou par voie d'accord entre elles, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2.

2. Le débiteur peut à tout moment, pendant le cours du délai de prescription, prolonger ce délai par une déclaration écrite adressée au créancier. Cette déclaration peut être renouvelée. En aucun cas, le délai ne peut être prolongé au-delà de quatre ans à partir de la date à laquelle il aurait expiré conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Les dispositions du présent article n'affectent pas la validité de toute clause du contrat de vente stipulant que l'acquisition ou l'exercice d'un droit dépend de l'accomplissement par une partie, dans un certain délai, d'un acte autre que l'ouverture d'une procédure judiciaire, à condition que ladite clause soit valable au regard de la loi applicable.

3. En vertu du paragraphe 2, la déclaration ne produit des effets que si elle est adressée « pendant le cours du délai de prescription ». Cette restriction frapperait de nullité toute tentative de prolongation du délai qui serait faite au début de la transaction (par exemple, au moment de la conclusion du contrat et jusqu'à ce que l'exécution devienne exigible ou jusqu'à ce qu'une contravention au contrat se produise, c'est-à-dire jusqu'à toute circonstance ayant pour effet, en vertu des articles 9 à 11, de commencer à faire courir le délai de prescription). On a estimé qu'en l'absence d'une telle restriction, des prolongations risquaient d'être imposées au moment de la conclusion du contrat par celui des deux contractants dont la position commerciale est la plus forte et qu'une clause prolongeant le délai de prescription pourrait être incluse dans un contrat type et échapper à l'attention du cocontractant.

4. D'un autre côté, en autorisant la prolongation d'un délai en cours, on peut éviter que les parties ne soient obligées d'engager à la hâte une procédure peu de temps avant l'expiration du délai alors qu'elles sont encore en négociations ou attendent l'issue d'une procédure analogue introduite dans une autre juridiction¹.

II. - Notification à l'autre partie; arbitrage

5. Le paragraphe 3 de l'article 21 a notamment pour but de bien préciser que cet article n'a pas trait à la validité d'une clause contractuelle prévoyant des délais d'après lesquels l'acquisition ou l'exercice d'un droit dépend d'une notification adressée par une partie à l'autre. Un exemple caractéristique serait la modification de la durée du délai dont dispose l'acheteur en vertu des règles de droit interne régissant le contrat de vente, lorsque les marchandises qu'il a acquises sont défectueuses, pour adresser notification au vendeur afin de préserver ses droits. L'article 21, paragraphe 3,

COMMENTAIRE

1. Le paragraphe 1 de l'article 21 pose en règle générale que la convention ne permet pas aux parties de modifier le délai de prescription. Les exceptions à cette règle, énoncées aux paragraphes 2 et 3, sont développées ci-après.

I. - Prolongation du délai de prescription

2. Le paragraphe 2 permet aux parties de prolonger le délai de prescription pendant une période maximum de quatre ans à compter de la date à laquelle le délai de prescription aurait normalement dû expirer en application des autres dispositions de la convention. Cette prolongation du délai peut être effectuée par voie de déclaration unilatérale du débiteur, une déclaration effective peut, bien entendu, résulter d'un accord entre les parties. La prolongation du délai de prescription peut avoir d'importantes conséquences sur les droits des parties. On risquerait, en acceptant la déclaration orale, de voir une partie s'appuyer sur des circonstances imprécises ou sur un faux témoignage. Aussi, seule une déclaration écrite peut-elle prolonger le délai.

¹ Un représentant, appuyé par quelques autres, a proposé de rédiger l'article 21, paragraphe 2, comme suit :

« 2. Le débiteur peut, à tout moment, pendant le cours du délai de prescription, prolonger ce délai par une déclaration écrite adressée au créancier. En aucun cas cette déclaration ne pourra prolonger le délai de prescription de plus de quatre ans à partir de la date de la déclaration ou de la date à laquelle le délai aurait autrement expiré, si cette date est postérieure. Le débiteur peut renouveler l'effet de la déclaration pour un nouveau délai, à condition toutefois qu'en aucun cas le délai de prescription ne sera prolongé, du fait de déclarations faites en vertu du présent article, de plus de huit ans à partir de la date à laquelle le délai aurait autrement expiré conformément aux dispositions de la présente Convention. »

stipule clairement que la convention ne porte aucunement atteinte aux règles de la loi applicable qui autorisent l'insertion dans le contrat de clauses de ce genre prévoyant une notification à adresser par une partie à l'autre³.

6. Le paragraphe 3 de l'article 21 exclut également du champ d'application de la convention les clauses du contrat de vente stipulant que les différends issus du contrat doivent être soumis à l'arbitrage avant l'expiration d'un certain délai. Ce paragraphe mentionne les clauses du contrat de vente « stipulant que l'acquisition ou l'exercice d'un droit dépend de l'accomplissement par une

partie, dans un certain délai, d'un acte autre que l'ouverture d'une procédure judiciaire ». Les mots « procédure judiciaire » sont à étudier de plus près. Le terme « procédure », tel qu'il est défini à l'article premier (par. 3, e), « s'entend de toute procédure judiciaire, administrative ou arbitrale »; l'expression « procédure judiciaire » a une acception plus étroite. Il s'ensuit que les dispositions de l'article 21 n'affectent pas la validité des clauses du contrat de vente stipulant que « l'acquisition ou l'exercice d'un droit » dépend de l'ouverture d'une procédure d'arbitrage par l'une des parties avant l'expiration d'un certain délai. Cette substitution de termes a été jugée nécessaire pour tenir compte des contrats, fréquemment utilisés dans les marchés de produits de base, qui stipulent que tout différend doit être soumis à arbitrage dans un court délai — par exemple, un délai de six mois. Pour éviter les abus auxquels le paragraphe 3 pourrait donner lieu, il est précisé que la clause en question doit être valable au regard de la loi applicable. Par exemple, la loi applicable peut autoriser le tribunal à prolonger le délai prévu dans le contrat lorsque son application causerait des difficultés injustifiées à l'une des parties; la convention laisse subsister cette faculté.

³ Il convient de noter que la convention ne porte aucunement atteinte aux règles de droit interne selon lesquelles une partie est tenue, sous peine de déchéance, de notifier à l'autre partie les vices de la chose dans un certain délai (voir par exemple le paragraphe 1 de l'article 39 de la LUVI). Voir le paragraphe 2 de l'article premier et les paragraphes 8 et 9 du commentaire relatif à cet article. Un représentant a été d'avis que la règle de l'article 21, paragraphe 3, devrait figurer au paragraphe 2 de l'article premier.

LIMITATION DE LA PROLONGATION ET DE LA MODIFICATION DU DELAI DE PRESCRIPTION

Article 22

[Date limite pour l'introduction d'une procédure]

[Nonobstant les dispositions des articles 12 à 21 de la présente Convention, toute action est prescrite à l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date à laquelle le délai de prescription a commencé à courir conformément aux articles 9 et 11, ou à l'expiration d'une période de huit ans à partir de la date à laquelle le délai de prescription a commencé à courir conformément à l'article 10.]

COMMENTAIRE

1. Comme on l'a noté précédemment, la Convention contient des dispositions qui autorisent une prolongation ou une modification du délai de prescription dans divers cas (art. 15 à 21). Certaines de ces dispositions fixent des délais au-delà desquels il n'est plus possible de prolonger le délai de prescription (par exemple les articles 18 et 20); ces délais ne s'appliquent qu'à un certain nombre de situations concrètes. Il peut donc se faire, dans certains

cas, que le délai de prescription soit prolongé à tel point que l'introduction d'une procédure à un moment où le délai est près d'expirer ne soit plus compatible avec le but recherché par la prescription. L'article 22 fixe donc une date limite au-delà de laquelle il n'est plus possible, quelles que soient les circonstances, d'engager une procédure. Cette date limite est celle de « l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date à laquelle le délai de prescription a commencé à courir conformément aux articles 9 et 11 » ou de « l'expiration d'une période de huit ans à partir de la date à laquelle le délai de prescription a commencé à courir conformément à l'article 10 ».

2. On a proposé d'insérer cette disposition à un stade avancé des travaux pour tenir compte de l'incorporation d'autres dispositions prévoyant une prolongation du délai de prescription. La majorité des représentants qui ont parlé de cette disposition se sont déclarés favorables en principe à l'insertion de l'article 22. Il a cependant été placé entre crochets car la plupart des représentants n'ont pas eu le temps d'étudier les effets qu'il aurait dans le contexte de la Convention prise dans son ensemble.

EFFETS DE L'EXPIRATION DU DELAI DE PRESCRIPTION

Article 23

[Personnes pouvant invoquer la prescription]

L'expiration du délai de prescription n'est prise en considération dans toute procédure qu'à la demande de la partie intéressée.

COMMENTAIRE

1. La principale question visée par l'article 23 est la suivante : lorsqu'une partie à une action en justice ne fait pas valoir que l'action est prescrite par l'expiration du délai de prescription, le tribunal peut-il invoquer la prescription de son propre chef

(d'office)? La convention répond à cette question de façon négative : l'expiration du délai n'est prise en considération « qu'à la demande de la partie intéressée ». Une des raisons justifiant l'adoption de cette solution est que nombre d'événements intéressant le cours de la prescription ne sont connus que des parties et ne ressortent généralement pas de l'exposé des faits concernant le fond de l'affaire; il peut en être ainsi par exemple en ce qui concerne d'éventuelles prolongations du délai de prescription (voir les articles 19 et 21). Les traditions suivies dans certains systèmes juridiques veulent que le juge n'ait pas à rechercher des faits de ce genre pour lui éviter d'avoir à s'engager dans l'affaire et à se départir du rôle

de neutralité qui est normalement le sien. La question, qui reçoit des réponses différentes selon les systèmes juridiques, est en réalité sans grande importance pratique; il est rare qu'une partie qui est en mesure de recourir à ce moyen de défense néglige de le faire. Du reste, cet article n'interdit pas au tribunal d'attirer l'attention des parties sur l'écoulement du délai et de leur demander si elles souhaitent qu'il en soit tenu compte. (Quant à savoir s'il s'agit là d'une pratique judiciaire valable, c'est évidemment aux règles de procédure du tribunal d'en décider.) Dans certaines circonstances, il se peut également que le créancier préfère ne pas invoquer la prescription en raison de relations d'affaires spéciales qu'il entretient avec le débiteur malgré un désaccord sur le fond du litige en cours. En conséquence, l'article 23 dispose que la prescription des droits ou des actions du fait de l'expiration du délai de prescription ne peut être prise en considération que si une partie le demande.

2. A la commission, plusieurs représentants ont cependant observé que la prescription est une question d'ordre public et que, dans ce domaine, les parties ne peuvent être laissées libres de décider. Selon eux, le tribunal devrait prendre l'expiration du délai de prescription en considération à moins que les parties ne conviennent de modifier le délai en vertu de l'article 21 de la Convention. Les tribunaux peuvent avoir communication des faits par les parties sans se charger de recueillir les preuves eux-mêmes; la question de savoir à qui doit incomber la tâche de recueillir les preuves est sans lien avec celle de savoir qui doit invoquer la prescription. La convention tient compte de cette opinion à l'article 35 qui autorise tout Etat à faire des réserves au moment de la ratification ou de l'accession à la Convention et de déclarer « qu'il n'est pas tenu d'appliquer les dispositions de l'article 23 de la présente Convention ».

Article 24

[Effet de l'expiration du délai de prescription; compensation]

1. Sous réserve des dispositions de l'article 23 et de celles du paragraphe 2 du présent article, aucun droit atteint par la prescription ne peut être reconnu ni rendu exécutoire en justice.

2. Nonobstant l'expiration du délai de prescription, toute partie peut invoquer son propre droit et l'opposer à l'autre partie comme moyen de défense ou de compensation à condition, dans ce dernier cas :

a) Que les deux créances soient nées d'un contrat ou de plusieurs contrats conclus au cours de la même transaction; ou

b) Que, à un moment quelconque avant la prescription, les deux créances aient pu être compensées.

COMMENTAIRE

I. — Effet de l'expiration du délai

1. Le paragraphe 1 de l'article 24 met en relief le but essentiel de la Convention, qui est de fixer un délai de prescription dans lequel les droits des parties doivent être soumis au tribunal. Voir l'article premier (par. 1). Une fois expiré le délai de prescription, les droits des parties ne peuvent plus être reconnus ni recevoir effet au cours d'une procédure.

2. On remarquera que le paragraphe 1 vise la reconnaissance d'un droit ou l'effet qui pourrait lui être donné au cours d'une « procédure ». La convention n'essaie pas de résoudre toutes les questions, de caractère théorique pour la plupart, qui peuvent se poser au sujet de l'effet de l'expiration du délai de prescription. Par exemple, lorsqu'un bien donné en gage par le débiteur reste en la possession du créancier après l'expiration du délai de prescription, on peut s'interroger sur le droit du créancier de conserver le bien en sa possession ou de vendre ce bien. Des problèmes de ce genre peuvent se poser dans de multiples circonstances et recevoir des solutions différentes selon les modalités de la constitution du gage et les dispositions de loi qui leur sont applicables. Ainsi la solution de ces problèmes est-elle laissée aux règles de droit qui, indépendamment de la convention, sont applicables en la matière. On peut penser cependant qu'en réglant ces problèmes, les tribunaux des Etats signataires tiendront le plus grand compte de l'optique fondamentale qui est celle de la convention quant à l'effet de la prescription des droits ou des créances. Voir également l'article 5, c. Pour ce qui est de l'effet de l'exécution volontaire d'une obligation après l'expiration du délai de prescription, voir l'article 25 et le commentaire y relatif.

II. — Créances invoquées comme un moyen de défense ou aux fins de compensation

3. Les règles énoncées au paragraphe 2 peuvent être illustrées par les exemples ci-après.

Exemple 24 A : aux termes d'un contrat de vente internationale, A est tenu de livrer des marchandises à B le 1^{er} juin de chaque année, à partir de 1970 et jusqu'en 1975. B soutient que les marchandises livrées en 1970 étaient défectueuses. B ne paie pas les marchandises livrées en 1975, et A intente une action en 1976 en recouvrement du prix.

Dans ces conditions, B peut opposer en compensation son droit de créance contre A, sur la base des vices constatés dans les marchandises livrées en 1970. Cette compensation est permise par le paragraphe 2, alinéa a, de l'article 24, puisque les deux créances sont nées d'un même contrat¹, la créance compensatoire de B n'est pas prescrite, bien que le délai de prescription applicable à sa créance ait expiré en 1974, c'est-à-dire avant qu'il ait fait valoir cette créance en justice et avant même l'ouverture de l'action intentée par A contre B en recouvrement du prix des marchandises livrées en 1975. On remarquera en outre qu'en vertu de l'article 24, paragraphe 2, B peut invoquer ce droit et l'opposer à l'autre partie comme moyen de compensation. Ainsi, si la créance de A est de 1 000 dollars et celle de B de 2 000 dollars, la créance de B peut éteindre celle de A, mais elle ne peut servir de base à une action en répétition dirigée contre A².

Exemple 24 B : le 1^{er} juin 1970, A livre des marchandises à B en exécution d'un contrat de vente internationale; B soutient que les marchandises sont défectueuses. Le 1^{er} juin 1973, en exécution d'un deuxième contrat, B livre des marchandises à A; A soutient que ces marchandises sont défectueuses et, en 1975, intente contre B une action fondée sur cette prétention.

Au cours de cette action, B peut invoquer sa créance contre A aux fins de compensation, bien que sa propre créance soit née en 1970, c'est-à-dire plus de quatre ans avant qu'il ne l'ait fait valoir en justice. Aux termes du paragraphe 2, alinéa b, de l'article 24, les créances « [auraient] pu être compensées » avant la date d'expiration du délai de prescription applicable à la créance de B, c'est-à-dire entre le 1^{er} juin 1973 et le 1^{er} juin 1974.

¹ Pour un autre exemple de créances nées « d'un contrat ou de plusieurs contrats conclus au cours de la même transaction » voir la note 4 au commentaire relatif à l'article 12.

² Sur les demandes conventionnelles du défendeur contre le demandeur, voir le paragraphe 2 de l'article 12. Voir également le commentaire relatif à cet article (par. 5 et note de bas de page correspondante).

Article 25*[Restitution des prestations après prescription]*

Si le débiteur exécute son obligation après l'expiration du délai de prescription, il n'a pas droit à répétition et ne peut demander la restitution des prestations ainsi exécutées, même s'il ignorait au moment de l'exécution que le délai de prescription était expiré.

COMMENTAIRE

Comme on l'a déjà noté (voir le paragraphe 1 du commentaire relatif à l'article 24), l'expiration du délai de prescription a pour effet que les droits des parties ne peuvent plus être, reconnus ni recevoir effet au cours d'une procédure (voir art. 24, par. 1). Cette

interdiction correspond au fondement même de la prescription, qui est d'éviter que des droits soient invoqués à date trop tardive pour que l'on puisse disposer de preuves sûres et également d'assurer une certaine sécurité dans les relations juridiques. Cependant, ces considérations générales ne s'opposent pas à ce que le débiteur exécute volontairement son obligation après l'expiration du délai de prescription. Aussi l'article 25 dispose-t-il que le débiteur ne peut demander la restitution des prestations qu'il a exécutées volontairement, « même s'il ignorait au moment de l'exécution que le délai de prescription était expiré ». Il va de soi que cette disposition ne vise que les demandes de restitution fondées sur le fait que l'exécution n'aurait pu être requise, le délai de prescription étant expiré.

Article 26*[Intérêts]*

L'expiration du délai de prescription quant au principal de la dette a le même effet quant aux intérêts de celle-ci.

COMMENTAIRE

Pour éviter des interprétations divergentes quant à la question théorique de savoir si l'obligation de payer des intérêts est « indépendante » de l'obligation de payer le principal de la dette, l'article 26 formule une règle uniforme selon laquelle « l'expiration du délai de prescription quant au principal de la dette a le même effet quant aux intérêts de celle-ci ».

CALCUL DU DELAI DE PRESCRIPTION**Article 27***[Règle générale]*

1. Le délai de prescription est calculé de manière à expirer à minuit le jour dont la date correspond à celle à laquelle le délai a commencé à courir. A défaut de date correspondante, le délai de prescription expire à minuit le dernier jour du dernier mois du terme.

2. Le délai de prescription est calculé par référence au calendrier du lieu où la procédure est engagée.

COMMENTAIRE

1. Une formule traditionnelle de calcul du délai de prescription consiste à exclure le jour qui sert de point de départ au délai, le dernier jour du terme étant inclus. Cependant l'« inclusion » ou l'« exclusion » de tel ou tel jour sont des notions qui risquent

d'être mal comprises par les personnes qui ne sont pas familiarisées avec l'application de cette règle. Pour plus de clarté, l'article 27 utilise donc une formule différente pour parvenir au même résultat. D'après cet article, si le délai de prescription commence à courir un 1^{er} juin, la date d'expiration est le jour correspondant de l'année au cours de laquelle le délai expire, c'est-à-dire également le 1^{er} juin. La deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 27 vise un cas qui peut se produire lors des années bissextiles : lorsque le jour initial est le 29 février, et que le délai expire au cours d'une année qui n'est pas bissextile, la date d'expiration est « le dernier jour du dernier mois du terme », c'est-à-dire le 28 février de l'année où le délai de prescription expire.

2. Etant donné que les Etats n'utilisent pas tous le même calendrier, le paragraphe 2 de l'article 27 dispose que l'on doit calculer le délai de prescription par référence « au calendrier du lieu où la procédure est engagée ».

Article 28

[Effet des jours fériés]

Si le dernier jour du délai de prescription est un jour férié ou tout autre jour de vacances judiciaires mettant obstacle à ce que la procédure soit entamée dans la juridiction où le créancier engage une procédure judiciaire comme prévu à l'article 12 ou revendique un droit comme prévu à l'article 14, le délai de prescription est prolongé de façon à englober le premier jour utile qui suit ledit jour férié ou jour de vacances judiciaires.

COMMENTAIRE

1. L'article 28 tend à régler le problème qui se pose lorsque le délai de prescription prend fin un jour où les tribunaux ne siègent pas, les parties étant alors dans l'impossibilité de prendre les mesures

nécessaires à l'introduction d'une instance, telles qu'elles sont prévues aux articles 12 ou 14. L'article 28 prévoit des dispositions spéciales applicables dans le cas où « le dernier jour du délai de prescription est un jour férié ou tout autre jour de vacances judiciaires mettant obstacle à ce que la procédure soit entamée dans la juridiction » où le créancier revendique un droit. Dans ce cas, le délai de prescription est prolongé « de façon à englober le premier jour utile qui suit ledit jour férié ou jour de vacances judiciaires ».

2. On a reconnu que la réduction du délai total qui peut résulter d'un jour férié est de peu d'importance lorsqu'il s'agit d'un délai calculé en années. Cependant, de nombreux systèmes juridiques prévoient dans ce cas une prolongation du délai, sur laquelle les hommes de loi ont donc l'habitude de compter. Par ailleurs, les hommes de loi d'un pays donné risquent de ne pas être informés des jours fériés existant dans un autre pays. La prolongation limitée prévue à l'article 28 évitera ce genre de difficultés.

EFFET INTERNATIONAL

Article 29

[Actes et circonstances qui produiront un effet international]

Dans tout Etat contractant, les actes et circonstances prévus aux articles 12, 13, 14, 15, 17 et 18 qui ont été accomplis ou se sont réalisés dans un autre Etat contractant, produiront leur plein effet dans la mesure où le créancier a fait toute diligence pour que le débiteur en soit informé à bref délai.

COMMENTAIRE

1. Le présent article vise tout un ensemble de problèmes qui peuvent se poser dans des cas tels que celui de l'exemple ci-après : l'acheteur a contre le vendeur un droit qui découle d'une vente internationale d'objets mobiliers corporels. Le droit a pris naissance en 1970. En 1973, l'acheteur a intenté une procédure judiciaire contre le vendeur dans l'Etat X. En 1975, alors que la procédure intentée dans l'Etat X est toujours en cours, l'acheteur a intenté dans l'Etat Y une procédure judiciaire fondée sur le même droit (l'Etat Y a adopté la convention). Etant donné que le droit de l'acheteur a pris naissance plus de quatre ans avant que la procédure judiciaire ait été intentée dans l'Etat Y, cette procédure serait irrecevable à moins que le délai de prescription n'ait « cessé de courir » lorsque la procédure judiciaire a été engagée dans l'Etat X.

2. L'article 29 porte sur l'effet produit dans les Etats contractants par « les actes et circonstances prévus aux articles 12, 13, 14, 15, 17 et 18 ». La plupart de ces articles fixent le point que doivent avoir atteint les différents types de procédure pour arrêter le cours du délai de prescription (art. 12, 13 et 14; voir art. 17 et 18). L'article 15, également mentionné à l'article 29, traite de l'effet produit sur le cours du délai lorsque la procédure se termine sans qu'une décision définitive n'ait été rendue sur le fond, pour donner au créancier la possibilité d'introduire une nouvelle procédure; dans ce cas, le créancier dispose d'un délai d'une année à compter de la date à laquelle la procédure s'est terminée, à moins qu'elle ne se soit terminée parce que le créancier s'est désisté ou a laissé périmer son action. Ainsi, il existe un rapport étroit entre les règles de la convention prévoyant que le délai de prescription « cesse de courir » lorsqu'une procédure judiciaire est intentée (c'est-à-dire les articles

12, par. 1, 13, par. 1, et 14) et les dispositions de l'article 15 concernant l'effet d'une procédure qui n'a pas donné lieu à une décision sur le fond de la demande¹. Pour reprendre le même exemple que précédemment : si la procédure engagée dans l'Etat X a pris fin le 1^{er} février 1975 sans qu'une décision ait été définitivement rendue sur le fond, pour une raison autre que l'abandon volontaire de la procédure ou le désistement d'instance, le délai de prescription « est réputé avoir continué de courir » mais il est prolongé jusqu'au 1^{er} février 1976. Les règles énoncées ci-dessus ne portent pas toutefois sur la question de l'effet d'une procédure intentée dans un Etat (X) sur le cours du délai de prescription dans un deuxième Etat (Y) — problème que vise à résoudre le présent article.

3. En vertu de l'article 29, si l'Etat X est un Etat contractant, la situation ainsi créée dans l'Etat X produirait un effet « international » dans l'Etat Y et une instance pourrait être introduite dans l'Etat Y jusqu'au 1^{er} février 1976 sans que la prescription lui soit opposable².

4. Aux termes de l'article 29, l'effet prévu sera produit dans un Etat contractant (Etat Y) lorsque la première procédure (dans l'Etat X) a été introduite dans un Etat contractant. Ces dispositions n'ont pas pour but d'empêcher que des actes accomplis dans des Etats non contractants ne produisent un effet comparable dans un Etat contractant; mais la loi uniforme ne prévoit pas que ces actes produiront obligatoirement un tel effet.

5. L'analyse des références faites à l'article 29, aux articles 12, 13 et 14 et à l'article 15 a montré que l'article 29 est principalement consacré aux problèmes de prescription qui se posent lorsque la première procédure (par exemple dans l'Etat X) se termine *sans*

¹ On trouvera dans le commentaire relatif à l'article 15 un examen plus détaillé de ce rapport.

² Si l'acheteur, après avoir introduit une procédure judiciaire en 1973 dans l'Etat X, y renonce ou se désiste en 1974, le résultat sera quelque peu différent en vertu de l'article 16 : dans ce cas, le délai de prescription « est réputé avoir continué de courir » et ne pourra être prolongé. Par conséquent, l'introduction d'une action dans l'Etat X n'a aucune incidence sur le cours du délai de prescription et l'action engagée dans l'Etat Y serait frappée de prescription par l'écoulement du délai de quatre ans prévu par la convention. On n'envisage pas ici la question de savoir ce qui se passerait si le créancier abandonnait la procédure dans l'Etat X après en avoir engagé une dans l'Etat Y.

qu'une décision ait été définitivement rendue sur le fond. Lorsque cette action (dans l'Etat X), aboutit à une décision sur le fond, l'effet international de cette décision (dans l'Etat Y) est précisé à l'article 16. Ainsi, lorsque la décision sur le fond rendue dans l'Etat X n'est pas reconnue dans l'Etat Y, l'article 16 donne au créancier un délai supplémentaire limité pour introduire dans l'Etat Y une instance fondée sur la même créance³.

6. L'article 29 prévoit également l'effet international produit par le délai de prescription lorsqu'il recommence à courir, ce qui peut arriver, d'après l'article 18, dans certaines juridictions à la suite d'actes tels que la présentation d'une mise en demeure. Il convient également de prêter attention aux dispositions de l'article 17 concernant les procédures de recours et l'effet de l'introduction d'une procédure contre un débiteur solidaire. Au cas où ces dispositions (qui figurent maintenant entre crochets) seraient adoptées, l'effet produit, en vertu de l'article 29, par les circonstances évoquées à l'article 17 doit être également respecté par les autres Etats contractants.

7. Pour que l'effet international prévu à l'article 29 se produise,

³ Lorsque la décision rendue dans l'Etat X est reconnue et peut être exécutée dans l'Etat Y, toute nouvelle procédure engagée dans l'Etat Y serait normalement fondée sur la décision rendue dans l'Etat X. La convention ne contient pas de disposition relative au délai prévu pour faire valoir « des droits fondés sur... toute décision ou sentence arbitrale rendue à la suite d'une procédure ». Voir article 5, d, et le commentaire y relatif.

il est indispensable que le créancier ait fait « toute diligence » pour que le débiteur en soit informé à bref délai⁴. Bien que dans la plupart des cas, l'introduction d'une procédure exige que le débiteur défendeur en soit informé, cette procédure n'est pas obligatoire dans certains systèmes de droit. C'est pourquoi cette restriction a été considérée ici comme nécessaire⁵.

8. La prescription relative à l'effet produit par des actes accomplis dans un Etat (Etat X) dans un second Etat (Etat Y) ne s'applique que dans le cas des articles énumérés à l'article 29. Ainsi, l'article 29 est principalement consacré à l'effet international de l'introduction d'une procédure. On peut également remarquer que l'effet de certains autres actes ne dépend pas du lieu où ils sont accomplis. Ainsi, une reconnaissance de dette (article 19) et une déclaration ou un accord modifiant le délai de prescription (article 21) produisent l'effet prévu dans ces articles, quel que soit l'endroit où a lieu la reconnaissance, la déclaration ou l'accord.

⁴ Voir ci-dessus la note 1 au commentaire relatif à l'article 17.

⁵ Deux représentants ont contesté les dispositions de l'article 29 du fait qu'il n'est pas réaliste de demander à un Etat de reconnaître l'effet de l'introduction d'une procédure dans un Etat éloigné dont les règles de procédure pour l'introduction d'une instance risquent d'être souvent difficiles à vérifier; (voir l'article 12 et les paragraphes 2 et 3 du commentaire y relatif) par ailleurs, en vertu des articles 15 et 29, le délai serait prolongé même si une action était intentée dans un tribunal incompétent d'un autre Etat contractant. De l'avis de ces deux représentants, au cas où l'on conserverait l'article 29, les Etats contractants devraient être autorisés à faire une réserve limitant l'effet dans ces Etats des procédures engagées dans d'autres Etats.

Titre II : Mesures d'application

Article 30

[Législation de mise en œuvre]

[Sous réserve des dispositions de l'article 31, chaque Etat contractant s'engage à prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires selon sa constitution ou sa législation pour donner force de loi aux dispositions du Titre I de la présente Convention, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard.]

COMMENTAIRE

1. Le présent article énonce l'obligation qu'a chaque Etat contractant d'adopter la législation de mise en œuvre donnant force de loi aux dispositions du Titre I de la Convention dans la juridiction territoriale de cet Etat. L'article 31 traite des problèmes particuliers qui peuvent se présenter dans le cas d'un Etat fédéral ou non unitaire.

2. Le présent article n'indique pas de quelle manière l'Etat contractant doit donner « force de loi » aux dispositions du Titre I. Il est loisible à tout Etat contractant de prendre toutes les mesures

« qui pourraient être nécessaires » selon ses dispositions constitutionnelles. Ainsi, il peut suffire qu'un Etat ratifie la Convention ou y adhère « selon sa constitution ou sa législation » pour donner « force de loi » aux dispositions du Titre I et qu'il n'ait pas besoin de prendre d'autres mesures; dans d'autres Etats, il pourra être nécessaire d'adopter une législation nationale de mise en œuvre pour donner cet effet aux dispositions du Titre I. Lorsque ce processus de mise en œuvre est exigé après la ratification ou l'adhésion, l'Etat contractant doit prendre les mesures nécessaires « au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard »; cette date est précisée à l'article 42 de la Convention. On remarquera qu'en vertu de l'article 30, l'Etat contractant donnera force de loi « aux dispositions » du Titre I : en conséquence, un Etat contractant ne peut pas apporter de modification au sens donné à ces dispositions : le Titre I n'est pas une « loi type ».

3. L'article 30 figure entre crochets car la Commission a été d'avis que le libellé définitif de ses dispositions devra peut-être faire l'objet d'une étude plus approfondie lors de la conférence internationale de plénipotentiaires.

Article 31

[Processus de mise en œuvre dans un Etat fédéral]

[Les dispositions ci-après s'appliqueront aux Etats fédéraux ou non unitaires :

a) En ce qui concerne les articles de la présente Convention qui relèvent de la compétence législative du

pouvoir fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront les mêmes que celles des Etats contractants qui ne sont pas des Etats fédéraux;

b) En ce qui concerne les articles de la présente Con-

vention qui relèvent de la compétence législative de chacun des Etats ou provinces, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des Etats ou provinces;

c) Un Etat fédéral partie à la présente Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat contractant qui lui aura été transmise par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes, en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été

donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.]

COMMENTAIRE

Lorsqu'un Etat contractant partie à la présente Convention est un Etat fédéral ou un Etat non unitaire, le pouvoir fédéral peut ne pas être habilité à donner effet à certaines dispositions de la présente Convention dans chacun des Etats ou provinces du fait qu'elles portent sur des questions qui relèvent de la compétence législative de chacun de ces Etats ou provinces. En conséquence, il pourra être nécessaire d'adopter une règle complétant l'article 30 dans le cas d'un Etat contractant qui est un Etat fédéral. L'article 31 prévoit la procédure que doit suivre un Etat fédéral pour s'acquitter de son obligation de donner effet aux dispositions de la Convention. Cette disposition figure entre crochets pour la raison indiquée plus haut dans le contexte de l'article 30.

Article 32

[Inapplicabilité aux contrats antérieurs]

Chaque Etat contractant appliquera les dispositions de la présente Convention aux contrats qui ont été conclus à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

COMMENTAIRE

1. Le présent article fixe une date déterminée comme point de départ de l'entrée en vigueur des dispositions de la Convention en

ce qui concerne les contrats : un Etat contractant n'est tenu d'appliquer les dispositions de la Convention qu'aux contrats qui ont été conclus à la date ou après la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La date de la conclusion du contrat a été choisie de préférence à d'autres dates (par exemple la date à laquelle l'obligation n'a pas été exécutée ou la date à laquelle l'obligation devient exigible), car elle est plus précise et permet d'éviter de délicats problèmes de rétroactivité.

2. La date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de chaque Etat contractant fait l'objet de l'article 42 de la Convention

Titre III : Déclarations et réserves

Article 33

[Déclarations restreignant le champ d'application de la Convention]

1. Deux ou plusieurs Etats contractants peuvent déclarer à tout moment que les contrats de vente conclus entre des vendeurs ayant leur établissement sur le territoire d'un de ces Etats et des acheteurs ayant leur établissement sur le territoire d'un autre de ces Etats ne seront pas régis par la présente Convention parce qu'ils appliquent en la matière des règles juridiques identiques ou voisines.

2. Si une partie a des établissements dans plus d'un Etat ou si elle n'a pas d'établissement, les dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, sont applicables.

COMMENTAIRE

1. En l'absence de la présente Convention, certains Etats appliquent des règles identiques ou voisines aux ventes inter-

nationales. L'article 33 permet à ces Etats, s'ils le désirent, de continuer à appliquer entre eux leurs règles actuelles et en même temps d'adhérer à la Convention.

2. Le paragraphe 1 du présent article autorise deux ou plusieurs Etats contractants à faire, à tout moment, une déclaration conjointe indiquant que les contrats de vente conclus entre un vendeur ayant son établissement dans l'un de ces Etats et un acheteur ayant son établissement dans un autre de ces Etats « ne seront pas régis par la présente Convention ». Etant donné que, d'après le paragraphe 1 de l'article premier de la Convention, les dispositions de la Convention sont applicables aux contrats de vente internationale d'objets mobiliers corporels, tels qu'ils sont définis à l'article 2, la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 33 a pour effet d'exclure ces contrats du champ d'application de la Convention.

3. Au paragraphe 1 est utilisé le terme « établissement »; les dispositions du paragraphe 2 sont conformes aux dispositions de l'article 2 de la présente Convention.

Article 34*[Réserves relatives aux actions en annulation du contrat]*

Tout Etat contractant peut déclarer, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il n'appliquera pas les dispositions de la présente Convention aux actions en annulation du contrat.

COMMENTAIRE

Dans certaines législations selon lesquelles la nullité du contrat ne peut être établie que par une action en nullité, pour incapacité,

contrainte ou dol, par exemple, le délai de prescription de ces actions peut être différent de celui qui s'applique de manière générale à l'exercice des droits découlant du contrat. Pour ces actions, le point de départ et la durée du délai peuvent être différents de ceux qui sont prévus par la Convention (par exemple art. 9, par. 2). L'article 34 permet à un Etat de déclarer qu'il n'appliquera pas les dispositions de la Convention aux actions en annulation du contrat. L'Etat qui formule cette réserve peut continuer à appliquer ses règles internes (y compris ses règles de droit international privé) aux actions en annulation du contrat.

Article 35*[Réserves relatives à la personne habilitée à invoquer la prescription]*

Tout État peut déclarer, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il n'est pas tenu d'appliquer les dispositions de l'article 23 de la présente Convention.

COMMENTAIRE

Le présent article permet à un Etat contractant de formuler une réserve relative à l'application des dispositions de l'article 23 qui prévoit que seule une partie peut invoquer l'extinction des droits ou la prescription des actions à l'expiration du délai : les raisons pour lesquelles cette réserve a été prévue sont exposées au paragraphe 2 du commentaire relatif à l'article 23.

Article 36*[Rapports avec les conventions contenant des dispositions relatives à la prescription en cas de vente internationale d'objets mobiliers corporels]*

1. La présente Convention ne déroge pas aux conventions déjà conclues ou à conclure et qui contiennent des dispositions relatives à la prescription des actions et à l'extinction des droits en cas de vente internationale, à condition que le vendeur et l'acheteur aient leur établissement dans des Etats parties à l'une de ces conventions.

2. Si une partie a des établissements dans plus d'un Etat ou si elle n'a pas d'établissement, les dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 3, sont applicables.

COMMENTAIRE

1. Le paragraphe 1 de cet article prévoit que les conventions actuelles et futures qui contiennent des dispositions concernant la prescription en cas de vente internationale d'objets mobiliers corporels prévaudront, en cas de conflit, sur la présente Convention.

2. Des situations de ce genre peuvent survenir dans le cas de conventions régissant les ventes internationales de tel ou tel produit

de base ou groupe de produits de base. En outre, on a dit que l'article 49 de la LUVI de 1964 était contraire à certaines dispositions du titre I de la présente Convention. L'article 36 permet l'application de cette disposition contraire dans les rapports entre parties dont les établissements sont situés dans des Etats qui ont ratifié une telle convention. Il peut en être de même dans le cas d'une disposition contraire prévue dans une convention conclue à l'échelon régional telle que les Conditions générales régissant la fourniture de marchandises entre organisations des pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle, 1968¹.

3. La règle citée ci-dessous n'est applicable que lorsque les établissements du vendeur et de l'acheteur sont situés dans des Etats parties à une convention dont les dispositions sont contraires à celles de la présente Convention. Le paragraphe 2 de l'article 36 prévoit les modalités d'application de cette disposition si une partie a des établissements dans plus d'un Etat ou si elle n'a pas d'établissement.

¹ C'est ainsi que l'on s'est aussi posé la question de savoir si la Convention de La Haye de 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels s'étend à la prescription.

*DISPOSITIONS DE FORME ET DISPOSITIONS FINALES
QUE LA COMMISSION N'A PAS EXAMINÉES*

Les articles qui suivent n'ont pas été examinés par la Commission, qui a décidé qu'ils devaient être soumis à la conférence internationale de plénipotentiaires dont la convocation est recommandée.

Article 37

Aucune autre réserve autre que celles faites conformément aux articles 33 à 35 de la présente Convention n'est autorisée.

Article 38

1. Les déclarations faites en vertu des articles 33 à 35 de la présente Convention doivent être adressées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elles auront effet [trois mois] après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les aura reçues ou si, à la fin de ce délai, la présente Convention n'est pas entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

2. Tout Etat ayant fait une déclaration en vertu des articles 33 à 35 de la présente Convention peut à tout

moment la retirer par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce retrait prend effet [trois mois] après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification. Dans le cas d'une telle notification faite en vertu de l'article 33, paragraphe 1, la présente Convention sera également caduque, à partir de sa prise d'effet, toute déclaration réciproque faite par un autre Etat en vertu de ce même paragraphe.

Titre IV : Dispositions finales

Article 39

[Signature]¹

La présente Convention sera ouverte à la signature du [] jusqu'au [].

Article 40

[Ratification]²

La présente Convention est soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 41

[Adhésion]³

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 39. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Inspiré de la Convention de Vienne sur le droit des traités (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 70. V. 5), document A/CONF.82/27, art. 81.

² *Ibid.*, art. 82.

³ *Ibid.*, art. 83.

Article 42*[Entrée en vigueur]⁴*

1. La présente Convention entrera en vigueur [six mois] après la date du dépôt du [] instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du [] instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur [six mois] après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 43*[Dénonciation]⁵*

1. Chaque Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet [douze mois] après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification.

Article 44*[Déclaration relative à l'application territoriale]**Variante A⁶*

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales. Cette déclaration aura effet [six mois] après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai, la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

2. Chaque Etat contractant qui aura fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article pourra, conformément à l'article 43, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Variante B⁷

La présente Convention s'appliquera à tous les territoires non métropolitains qu'une partie représente sur le plan international, sauf si le consentement préalable d'un tel territoire est nécessaire en vertu soit de la Constitution de la partie ou du territoire intéressé, soit de la coutume. En ce cas, la partie s'efforcera d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire qui est nécessaire et, lorsque ce consentement aura été obtenu, elle le notifiera au Secrétaire général. La présente Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés par ladite notification, dès la date de la réception de cette dernière par le Secrétaire général. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la partie intéressée déclarera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, à quel territoire ou territoires non métropolitains s'applique la présente Convention.

Article 45*[Notifications]⁸*

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux Etats signataires et adhérents :

a) Les déclarations et les notifications faites conformément à l'article 38;

⁴ *Ibid.*, art. 84.

⁵ Inspiré de l'article XII de la Convention de La Haye de 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels, ci-après dénommée « Convention de La Haye sur la vente ».

⁶ Inspiré de l'article XIII de la Convention de La Haye sur la vente.

⁷ Inspiré de l'article 27 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971.

⁸ Inspiré de l'article XV de la Convention de La Haye sur la vente.

- b) Les ratifications et adhésions déposées conformément aux articles 40 et 41;
- c) Les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 42;
- d) Les dénonciations reçues conformément à l'article 43;
- e) Les notifications reçues conformément à l'article 44.

Article 46

[Dépôt de l'original]

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à [lieu], le [date].

4. Liste des documents pertinents non reproduits dans le présent volume

<i>Titre ou description</i>	<i>Cote</i>
Rapport sur la reconnaissance de dette et la novation, préparé par M. Mohsen Chafik, (République arabe d'Egypte)	A/CN.9/WG.1/WP.11*
Propositions et commentaires concernant le champ d'application de la Loi uniforme sur la prescription, présentés par M. Jerzy Jakubowski (Pologne).....	A/CN.9/WG.1/WP.12*
Suggestions relatives aux articles 3 et 4 du projet de loi uniforme, présentées par M. A. G. Guest (Royaume-Uni)	A/CN.9/WG.1/WP.13*
Rapport sur les effets internationaux de l'interruption du délai de prescription par une procédure engagée dans un Etat étranger, présenté par M. A. G. Guest (Royaume-Uni)	A/CN.9/WG.1/WP.14*
L'article 10 et l'effet international de l'interruption par introduction d'une procédure judiciaire dans un Etat étranger : note de la délégation belge, rédigée par M. P. Stienon	A/CN.9/WG.1/WP.15*
Rapport sur les actions en recours et sur l'expression « exercés de toute autre manière » qui figure au paragraphe 2 de l'article premier de l'avant-projet, présenté par M. Gervasio R. Colombes (Argentine)	A/CN.9/WG.1/WP.16*
Amendements proposés par la Belgique au texte d'un avant-projet de loi uniforme sur la prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels (août 1970)	A/CN.9/WG.1/WP.17*
Amendements proposés par l'Autriche au texte d'un avant-projet de loi uniforme sur la prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels (août 1970)	A/CN.9/WG.1/WP.18*
Article 17 : prolongation du délai de prescription en cas de non-reconnaissance d'un jugement rendu à l'étranger : note de M. A. G. Guest (Royaume-Uni)	A/CN.9/WG.1/WP.19*
Observations relatives aux articles 10 à 12 de l'avant-projet, présentées par les Etats-Unis	A/CN.9/WG.1/WP.20*

* Documents reproduits collectivement sous la cote A/CN.9/70/Add.2.